

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Mercredi 7 septembre 1977 - N° 500

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F



Le patron de Montefibre, encerclé sur la photo, a été retenu hier plusieurs heures par les ouvriers, lors de la négociation du C.E.

Montefibre - St-Nabord

## PREMIER RECU DE LA MONTEDISON

- Les ouvriers refusent les 800 licenciements prévus par le plan
- Casali, le directeur, retenu en réunion du CE jusqu'à 2 h du matin
- Le gouvernement français convoque l'ambassadeur d'Italie

C'est finalement ce mardi à deux heures du matin que s'est achevée la première partie de la réunion du C.E. devant décider du sort des 1039 travailleurs. Cette réunion qui avait commencé lundi à 14 h devait malgré 12 h de discussions déjà, se poursuivre mardi dans l'après-midi. Il faut dire que pour l'essentiel il n'en est par ressorti grand chose sinon l'annonce par le directeur de la firme d'un plan de 800 licenciements. Casali avait été retenu tard dans la nuit par un certain nombre de délégués aidés par des travailleurs qui ont assisté en direct aux discussions. Les provocations et les pressions se sont multipliées au cours de la nuit, plusieurs centaines de CRS suréquipés, arrivés vers minuit de la gare d'Eloye, précédés de nombreux flics en civil et de provocateurs. Joubert, l'avocat de la Montedison, tentait grossièrement de fai-

re «libérer» Casali, en exigeant, après avoir fait irruption dans la salle vers minuit, «de lui parler seul à seul».

Un peu avant, Barre annonçait qu'il demandait à Beullac de recevoir l'ambassadeur italien en France pour discuter de l'affaire Montedison ; une «proposition» qui n'allait pas entamer la vigilance des travailleurs. A deux heures du matin, Casali, après avoir téléphoné en Italie et à la préfecture, s'engageait à livrer dans un premier temps deux citernes de fuel pour le soir à vingt heures ;

Ce premier recul est toutefois bien mince puisqu'il ne permet qu'une marche de quelques heures, tout au plus de quelques jours de l'usine et qui est bien en deça de ce qu'exigeaient les travailleurs lundi soir, la livraison de 25 citernes de fuel. La bataille pour la réouverture totale de l'usine ne fait que s'engager.

L'enlèvement du chef  
des patrons allemands

## L'HYSTERIE POLICIERE DEFERLE SUR LA RFA



Toute la nuit de lundi à mardi, les radios allemandes ont remplacé leurs émissions par des programmes musicaux entrecoupés de flashes sur l'enquête policière lancée après l'enlèvement du chef des patrons allemands ; de temps à autre, l'appel de Schmidt était rediffusé. Le chancelier allemand appelait à collaborer avec la police, lançait une véritable campagne de délation.

Donnant carte blanche à la police, il annonçait que les effectifs de la police seraient renforcés de 5 000 hommes.

La police, mardi matin, faisait état d'un ultimatum envoyé par les ravisseurs exigeant la libération des prisonniers politiques de la «Fraction Armée Rouge», pour restituer leur otage.

(Voir page 10)

## Liberté pour Apalategui

Un important rassemblement s'était formé, mardi matin, aux alentours du palais de justice d'Aix en Provence. C'est à neuf heures que le militant basque Apalategui devait passer devant la chambre d'accusation. Nombreux sont ceux qui attendent que le militant basque bénéficie du statut de réfugié politique et sorte libre à l'issue de l'audience. Les Basques venus tout exprès en autobus étaient nombreux pour l'accueillir à la sortie.

## Paris : le scandale des pharmacies de garde

Quatre heures : c'est le temps qu'il a fallu à un médecin, dans la nuit de dimanche à lundi, pour trouver un médicament urgent. A Paris, depuis le mois de juin dernier, il n'y a plus une seule pharmacie de garde ouverte après deux heures du matin. Un scandale qui aurait pu coûter la vie à une fillette de neuf ans, victime d'une grave crise d'asthme.

(Voir p. 4)

## Essence, vignette, tabac plus chers...

Ne pas dépasser dix milliards de déficit pour un budget électoral, voilà la préoccupation de Barre. Pour atteindre cet objectif, il faut trouver l'argent quelque part. C'est chose faite : taxe sur le loto, vignette augmentée, 20 % de hausse sur l'essence...

(Voir p. 6)

## Accord Lip-Algérie

## des techniciens algériens formés par les lip

Charles Piaget a annoncé au cours d'une conférence de presse tenue lundi qu'un accord avait été conclu avec l'Algérie.

Les travailleurs de Palente vont étudier l'implantation d'une unité horlogère en Algérie. Cette unité sera aussi conçue pour une spécialisation en petite mécanique et en matériel électrique. Pour assurer la marche de cette unité, des techniciens algériens viendront à Palente suivre des stages de

formation. De plus, les Lip fabriqueront l'outillage nécessaire pour la réalisation du projet, qui va demander une étude d'environ huit mois. Ce travail préalable sera assuré par une trentaine de travailleurs.

Cette initiative des Lip intervient à une semaine du jugement du tribunal de commerce qui se prononcera sur le maintien du règlement judiciaire ou sur la liquidation des biens.

## le casier scolaire

Haby organise le fichage à l'école  
dès la maternelle

(Voir p. 5)

# Après l'accord au *Parisien Libéré* LA VOIE EST LIBRE POUR LA RESTRUCTURATION DE LA PRESSE

Par Monique CHERAN

Le 16 août, après 30 mois de lutte, les délégués syndicaux du *Parisien*, le Comité Intersyndical du Livre *Parisien* et la Fédération du Livre CGT signaient un accord avec la direction du *Parisien Libéré*. Depuis plus d'un mois, cet accord était presque certain, et le 13 juillet au soir, les travailleurs du PL organisaient un bal pour fêter leur victoire. En août, la FFTL (Fédération française des Travailleurs du Livre), éditeur un nouveau *Parisien Libéré*, «spécial victoire». A la une, en énormes lettres rouges, «Nous avons gagné». Aujourd'hui, chaque fois que la CGT ou le PCF parlent des luttes, ils donnent pour exemple le *Parisien*. Pourtant, du côté de la bourgeoisie, personne ne se lamente de ce qui devrait être un échec. Au contraire, ils ont l'air satisfaits. La direction du *Parisien* inaugure même sa diffusion à nouveau effectuée

par les Nouvelles Messageries de la Presse parisienne (NMPP), avec une campagne d'affiches sur le thème «Le *Parisien* plus vivant que jamais».

Bien sûr, les luttes pour l'emploi, dans la période actuelle, sont particulièrement difficiles à gagner. Bien sûr, un certain nombre d'ouvriers du *Parisien* doivent être repris dans la nouvelle imprimerie de Saint Ouen. Bien sûr, la direction du journal, qui au début du conflit refusait même de reconnaître les ouvriers qui imprimaient le *Parisien*, comme ses ouvriers, qui refusait obstinément de négocier, a finalement accepté un accord. Mais peut-on en rester là, surtout quand on replace la bataille du *Parisien* par rapport à l'enjeu d'ensemble pour les ouvriers de la Presse, et plus généralement du Livre ?



L'évacuation par la police, le 5 décembre dernier

## Un accord valable dans le cadre de la presse parisienne ?

Rappelons les principaux points de l'accord :

- Indemnité de 1 million d'A.F. pour les travailleurs ayant participé à la lutte ;
- 110 seront réintégrés à Saint-Ouen, à dater du 1<sup>er</sup> août, par paliers, les derniers au 15 octobre ; payés à compter du 1<sup>er</sup> août, 4 cadres sont dans le même cas ;
- 40 seront reclassés dans des imprimeries parisiennes ;
- 170 seront reclassés aux Messageries (NMPP). Ceux qui seront déclassés toucheront une indemnité payée par la PL (100 millions d'A.F. au total) ;
- 62 sont en retraite ou pré-retraite à partir de 57 ans dans les trois ans qui viennent avec les mêmes conditions ;
- pour ceux qui veulent quitter la profession, une indemnité plus forte est payée par le PL et le gouvernement ;
- priorité d'emploi pendant un an à Saint-Ouen. Si le PL imprime le nouveau quotidien de Fontanet, *J'informe*, 40 au moins seront repris à Saint-Ouen ;
- Le PL abandonne la multitude d'entreprises factices qu'il avait créées pour ne pas avoir de comité d'entreprise. Il ne reste que deux sociétés : la société du P.L. et la société d'imprimerie commerciale. Des élections syndicales auront lieu d'ici quatre mois ;
- les cotisations arriérées seront payées par le PL ;
- les procédures de justice en cours sont effacées, à l'exception des procès de principe.

Après cet accord, Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, déclarait : «Ils ont obtenus la reconnaissance de leurs droits. A l'imprimerie de St Ouen, il n'y



A Chartres, les CRS

aura plus de chiens ni de nervis, mais un climat et une situation normaux avec 110 travailleurs du *Parisien Libéré* réintégrés et constituant la majorité des ouvriers de l'imprimerie, compte tenu du changement des conditions de travail du fait de la modernisation. Et il y aura un reclassement, un emploi, une solution correcte pour tous les autres travailleurs du «PL» engagés dans le conflit».

Rappelons qu'en mars 75, le *Parisien* employait, rue d'Enghien et rue des Petites Écuries, environ 650 travailleurs. De fait, c'est donc 540 ouvriers qui ont été licenciés du Journal. Ceux qui sont reclassés aux MNPP sont presque automatiquement déqualifiés. Quelle garantie ont-ils, à moyen terme, de ne pas se retrouver devant la même situation ; le système de télé-impression réduit de beaucoup le nombre de journaux qui partent de Paris. Pour absorber les 170 travailleurs du PL, les MNPP ont de fait abaissé le nombre d'heures des employés NMPP.

Pour ce qui est des indemnités, elles ne représentent que quelques mois de salaires, alors que pendant 2 ans et demi, c'est grâce à la solidarité que les ouvriers du PL ont pu tenir.

Est-ce vraiment pour cela que les ouvriers du PL se sont battus ont affronté la répression de la police, ont encouru des centaines de poursuites de la justice après les «Rodéos», ont manifesté des dizaines de fois à Paris et dans tout le pays ?

Pris isolément, l'accord du *Parisien* entérine de fait des centaines de licenciements, des départs de la profession, et une déqualification certaine. Cela saute tellement aux yeux que le Comité Intersyndical du Livre Pari-

sien précise que «les solutions trouvées s'inscrivent dans l'esprit de l'accord du 7 juillet (accord cadre avec les patrons de la presse parisienne) et ne peuvent être valables que si on les considère globalement, dans un cadre régional, celui de la presse parisienne tout entière».

Revenons donc sur cet accord cadre de juillet 76.

est une bonne chose ; de toute façon, c'est un phénomène inéluctable. Bien sûr, cela entraîne une forte réduction d'effectifs, mais on ne peut vouloir la modernisation et garder des effectifs «pléthoriques». Alors, autant négocier les licenciements, et tout se passera pour le mieux.

Dans cette perspective d'aider la modernisation de la presse, le syndicat signalait, en juillet 76, un accord cadre valable pour l'ensemble de la presse parisienne, à l'exception du *Parisien Libéré*. Cet accord permet aux patrons de dégraisser les effectifs en mutant, reclassant, encourageant les départs «volontaires». Ne pas accepter de telles négociations, c'est bien cela que dès le début de la lutte au *Parisien*, la FFTL reprochait à Amaury. Ce n'était pas tant les licenciements, que la façon «sauvage» dont ils étaient effectués.

C'est bien pourquoi aujourd'hui, la FFTL se félicite de l'accord du *Parisien* : il est enfin rentré dans le rang, en acceptant

tourner plus, la diffusion est de nouveau assurée par les MNPP... De plus, Amaury avait pu embaucher des jaunes de FO, ouvrant ainsi une brèche dans le fameux monopole de la FFTL.

Sur cette pente, la FFTL va loin. L'accord-cadre de l'an dernier laissait aux patrons de la presse parisienne les mains libres pour se réorganiser, la seule condition étant qu'ils respectent un calendrier. Il s'avère aujourd'hui que les patrons ont besoin d'aller plus vite en besogne. Qu'à cela ne tienne, on va revoir tout ça : «Un phénomène d'accélération, voire de précipitation, dû à l'entraînement des titres par les autres et la création de quotidiens entièrement confectionnés en matériel moderne comme *Le Matin de Paris* pose le problème en termes nouveaux. Le constat fait au moment de la signature de l'accord régional, avec les solutions qu'il avait mises en place ne permet plus, face à l'intention clairement exprimée par la quasi-totalité des quotidiens de se moderniser rapidement, pour des raisons évidentes de concurrence commerciale, mais aussi à cause de la proximité des élections législatives de mars 1978, d'éviter ce qui avait été la préoccupation des signataires de l'accord, c'est-à-dire, le chômage «sauvage». Pour raccourcir, l'accord cadre ne permet donc plus d'éviter le chômage «sauvage». La FFTL va donc renégocier des départs «volontaires» des changements de catégories, des stages de formation, des indemnités, pour que les désirs des patrons de presse soient exaucés.

Sans vergogne : «L'accord-cadre prévoyait le dégageant par voie de pré-retraite à 57 ans étalée sur 3 ans ; or le vieillissement est quelque chose qui lui, ne peut-être accéléré. Si la modernisation et les réductions d'effectifs consécutives doivent avoir lieu en 18 mois, il convient de trouver de nouvelles solutions».

Le cynisme se passe de commentaires.

L'exemple du *Parisien* jette une lumière crue sur la façon dont la direction de la CGT conçoit son rôle : aider la restructuration, en évitant que naissent des conflits. Ce sera encore plus systématique quand la gauche sera au pouvoir, et qu'elle devra elle aussi, poursuivre la restructuration de l'économie française, qui nous sera présentée comme nécessaire.

## «LA PERSPECTIVE DE L'ARRIVÉE DE LA GAUCHE AU POUVOIR»

«La perspective de l'arrivée de la gauche au pouvoir et l'application du programme commun de gouvernement amène l'ensemble de notre organisation syndicale à se pencher avec encore plus d'attention sur certains aspects de notre activité... Cette directive, donnée dans «L'imprimerie française», organe de la FFTL, vise à renforcer le taux de syndicalisation, à se rapprocher de la base, pour qui «la CGT n'apparaît pas comme étant leur syndicat, mais celui des délégués». Ces bonnes intentions apparentes ne parviennent pas à dissimuler les motivations réelles des dirigeants de la FFTL, inquiets de la dégradation de leur emprise sur les travailleurs du Livre».

## «La marche vers la modernisation»

«Contre la modernisation précipitée... «pas de chômage sauvage»... «adapter l'imprimerie française, comme des sauvages ou comme des civilisés ?». Cette collection de titres d'articles de la FFTL ou de la Confédération CGT en dit long. Et plus explicitement encore : «Pour les ouvriers de la presse et leur organisation syndicale, il s'agit, non de s'opposer à la modernisation ou à la restructuration des entreprises, mais bien au contraire, de les favoriser sans qu'elles entraînent du chômage «sauvage»».

Le point de vue de la FFTL relève d'un prétendu bon sens : la modernisation des techniques

de négocier. Le PL est redevenu «une entreprise normale». C'est même là, selon les dirigeants de la FFTL, la principale leçon de la lutte du *Parisien* : «La victoire des ouvriers du *Parisien* et de l'ensemble de la presse parisienne, montre que la négociation est la seule voie réaliste, et que ni le gouvernement, ni le patronat de la presse n'auraient intérêt à ce qu'il en soit autrement».

C'est bien ce que la direction du PL a compris, car au bout du compte, ses objectifs sont grosso-modo atteints : le *Parisien* est imprimé selon les procédés nouveaux, les anciennes imprimeries de la rue d'Enghien et des Petites Écuries, vétustes, ne

## LE PLAN LECAT

Il prévoit, d'ici à 1980, 15 à 20 000 suppressions d'emplois, sur un total de 114 000. —Entre 70 et 75, 100 imprimeries ont fermé, dans la seule région parisienne —Pour l'année 75 : 3 000 emplois supprimés —Aujourd'hui, les fermetures continuent : plus de 900 emplois sont menacés dans la plus grande imprimerie parisienne, Lang. A Chaufour, l'imprimerie repart, avec 14 ouvriers. Ils étaient plus de 200. Citons encore Chaix, Larousse...

Montéfièvre : Le plan Montédison prévoit 800 licenciements.

# LE DIRECTEUR RETENU PAR LES TRAVAILLEURS

● C'est ce lundi, qu'était fixée l'ultime réunion du Comité d'Entreprise de Montéfièvre, devant décider du sort des 1 039 travailleurs de l'usine. Les bruits qui avaient couru ces derniers jours se sont confirmés amplement à cette réunion. La Montédison faisait savoir vers 14 h 15 qu'elle acceptait de « reprendre » l'usine, une fois qu'elle aurait trouvé un partenaire. Cette reprise se ferait avec 211 travailleurs. En clair, c'est plus de 800 licenciements qu'elle a demandé. La riposte a été immédiate. Casali, le directeur de l'usine, était aussitôt « retenu » dans les locaux du Comité d'Entreprise par une dizaine de travailleurs, pendant que 300 de leurs camarades se rendaient à Épinal manifester pendant deux heures dans les rues, aux cris de « pas un seul licenciement ».

Reportage  
de  
Richard  
FEUILLET



Le succès des journées portes ouvertes

## COMITÉ D'ENTREPRISE SÉANCE PUBLIQUE

La réunion du Comité d'Entreprise commençait et devait durer une heure trente sans qu'il n'en sorte rien. Une interruption de séance était demandée. La réunion devait reprendre à 14 h. A 13 h 45, très discret, Casali arrivait enfin, alors que des centaines de travailleurs étaient déjà massés dans la cour de l'usine, venus de la plupart, en cars, de la région. A 13 h 50, le secrétaire du Comité d'Entreprise appelait les travailleurs à se regrouper : « Dans quinze minutes, la réunion va commencer. Approchez-vous de la salle de réunion, nous allons avoir besoin de vous ». Un mouvement de foule se faisait alors, la réunion commençait. Elle sera, pratiquement publique, malgré le refus de Casali, le directeur de l'usine. Des travailleurs se pressent aux fenêtres. Des centaines d'autres discutent : « On sait très bien ce qu'on va nous proposer : 500 licenciements ou plus. On voit très bien le jeu de la Montédison depuis samedi, elle n'a en fait jamais eu l'intention de fermer complètement les ateliers, elle ne veut supprimer que les secteurs les moins rentables. Alors, après avoir annoncé la fermeture, elle va sûrement nous dire : « Finalement, il n'y a que 500 licenciements ». C'est une manœuvre de division qui se prépare ». « Il ne faut pas compter sur les syndicats pour accepter de telles propositions, disait un autre travailleur. Moi, je dis que la réunion va être vite terminée ».

Aussitôt dit, aussitôt fait : les délégués sortent un à un des locaux du Comité d'Entreprise, et appellent les travailleurs à se regrouper autour du podium dressé en permanence devant l'usine depuis le 22 juillet. On va vite connaître la raison de l'interruption rapide de la réunion.

## LE PLAN MONTEDISON : PLUS DE 800 CHÔMEURS

Le plan Montédison est révélé : il ne fait que confirmer les termes du communiqué final émis par les actionnaires de Montéfièvre, en fin de semaine, à Paris. Ce plan demandait aux syndicats d'avoir « une attitude responsable » face aux difficultés de la firme. Toutefois hier, les choses se sont faites plus précises.

1) La Montédison accepte un « redémarrage » de l'usine, avec 211 personnes, pendant environ un an, et avec un horaire de 18 à 20 heures par semaine ! Les travailleurs « réembauchés » continueraient la production d'une partie du secteur cordage (pour les bateaux) et du secteur nylon industriel. Comble de la provocation, en plus de ces 211 personnes, la direction de Montéfièvre, propose d'« employer » 56 autres travailleurs, tenons-nous bien, pour démonter (!) l'essentiel des installations restantes.

En clair, il leur est demandé d'arrêter les cuves de polymérisation (installations où s'effectue la transformation du capolactate en fibre synthétique. Cette matière, dérivée du pétrole, est chauffée à 300°. Plus de 800 personnes se trouveront au chômage total. Pour tenter de faire accepter ces licenciements, la Montédison proposait d'aider au paiement des allocations chômage ! Ce plan était rejeté par la totalité des travailleurs qui l'accueillaient avec des sifflets ou des rires.

Ainsi est confirmé nettement ce qui commençait à apparaître samedi. La Montédison n'a jamais eu, malgré ses dires officiels depuis deux mois, l'intention de fermer totalement au moins avant un an, son usine de St Nabord. En fait, son projet consiste à commencer à opérer une nouvelle répartition de ses productions entre ses dif-

férentes usines, suivant leur rentabilité : supprimer à St Nabord la seule production de polyester, pour la transférer dans son usine d'Ascera en Italie, qui ne fera que cela, on le sait maintenant, et vise bien entendu à faire face à l'engorgement important de cette production sur le marché européen. Il s'agit, en produisant dans une seule usine, de baisser les coûts de production.

2) La production du nylon industriel continuerait à se faire au ralenti à l'usine de St Nabord, durant un an maximum, avant, peut-être, la fermeture définitive. La Montédison, pendant ce temps, garderait une part majoritaire dans l'usine, le reste se partageant entre différents partenaires choisis par elle.

## « C'EST 1 039 EMPLOIS QU'IL NOUS FAUT. »

Face à ce plan, un représentant de la CFDT, au nom de l'Intersyndicale, déclarait sans ambiguïté : « C'est 1 039 emplois qu'il nous faut ». Une décision immédiate est prise : Casali, le directeur de l'usine, était « retenu » dans les locaux, par une dizaine de travailleurs. L'objectif poursuivi par cette action : la livraison immédiate d'une quantité très importante de fuel pour le soir, car c'est le soir que les stocks de fuel, nécessaires à la marche continue de l'usine, allaient être épuisés. Sans lui, toutes les installations allaient être arrêtées le soir.

La décision était prise parallèlement de se rendre à la préfecture d'Épinal pour exiger cette livraison. 300 ouvriers en voiture s'y rendaient. Une manifestation sera vite improvisée dans les rues de la ville, pendant qu'une délégation syndicale était reçue par le préfet. C'est aux cris de « pas un seul licenciement » « ce n'est qu'un début, continuons le combat », « nous sommes une zone verte qui voit rouge », que les travailleurs manifes-

taient, puis revenaient devant la préfecture, où finalement, la réunion ne donnait rien.

## « 6 000 TONNES DE FUEL »

A 18 h, les travailleurs étaient de retour à l'usine, où la réunion du Comité d'Entreprise reprenait. « Cette fois », affirmait un groupe de jeunes militants CGT, « il y en a ras le bol ! Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout. Ça fait un moment qu'ils nous amusent, maintenant, nous ne recevons plus d'ordres, c'est nous qui les donnons ! On ne peut plus s'arrêter ».

A 19 h Casali, « décidé » que pour lui, la réunion du Comité d'Entreprise était terminée. C'est alors que la majorité votait pour la poursuite de la réunion et Casali devait s'y plier. Un délégué CFDT déclarait : « Casali restera dans les locaux jusqu'à ce que 25 citernes de fuel, c'est-à-dire 6000 tonnes, soient dans l'usine ».

## VAR : 80 % DU TRAFIC DE CARS PARALYSÉS

Depuis plus d'un mois, les cars Sode-trau, à Toulon, ne roulent plus : 80% du trafic du Var est paralysé par la grève des employés. La plupart des revendications sont en principe réglées, notamment les conditions de travail.

Le paiement des heures de grève reste en suspens. La direction ne peut faire traîner longtemps les choses : la rentrée des classes approche, et la Sode-trau transporte chaque jour 25 000 écoliers.

## La France du chômage

- **Entreprise de bâtiment Sert** : Les 200 employés par la SERT en Loire-Atlantique et dans le Morbihan, ont appris pendant leurs vacances que 87 d'entre eux étaient licenciés.
- **Fonderie Huart de Chateaubriand** (Loire-Atlantique) : 50 licenciements sont envisagés. L'atelier en comptait 520.
- **« Constructions de Clichy »** : 40 licenciements sont prévus. L'entreprise est une filiale de Renault, elle fabrique des machines-outils.
- **Ferodo à la Verrière** (Yvelines) : seulement un tiers des ouvriers sera réembauché par le nouveau patron, la Compagnie Electro-Mécanique.
- **Tubemétal à Caluire** (Rhône) : Le patron a déposé le bilan pendant les vacances, sans même régler leur paie aux 78 ouvriers.
- **Câbles de Lyon** (Clichy) : La direction annonce près de 200 licenciements d'ici la fin de l'année.
- **Rive de Gier** (Loire) : Le « plan de rationalisation » mis sur pied après l'absorption des Acieries Marrel par Creusot-Loire, prévoit de supprimer 700 postes, sur 1 850. La première charrette, (300 ouvriers) serait pour octobre.

## SVP apprentissage (suite)

Le but de l'opération « SVP apprentissage », des 5, 6 et 7 septembre se précise : le questionnaire adressé par l'Assemblée permanente des chambres de métiers à l'ensemble des chambres de métier vise à recenser, de toute urgence, les places d'apprentis disponibles dans tout le pays : combien de communications avez-vous reçu de la part d'artisans, de jeunes ou de parents, combien d'offres d'emploi ont été recensées, quelle est l'évolution de l'offre et de la demande. Il est demandé de renvoyer d'urgence ces réponses. D'ici quelques jours, on apprendra sans aucun doute qu'un grand nombre de jeunes ont pu ainsi trouver une place. Pour la propagande sur l'emploi, ce sera toujours ça de pris !

## Fonction publique : + 2,6 %

Le résultat des négociations de lundi après midi, pour la fonction publique et les Houillères, est une fois de plus bien maigre. Pour la fonction publique, le gouvernement propose royalement + 2,6 % au 1<sup>er</sup> septembre. Cette augmentation ridicule ne rattrape même pas la hausse minimisée indiquée par l'indice INSEE. Depuis le début de l'année, les salaires auront péniblement progressé de 6,6 %.

CGT et CFDT avaient annoncé, avant la tenue des négociations, qu'elles ne signeraient rien. Une grève des fonctionnaires n'est pas impossible, dans les semaines qui viennent. La prochaine augmentation, hypothétique d'ailleurs, serait pour le mois de décembre.

Ce mardi, les négociations à l'EDF/GDF sont marquées par une grève d'une heure pour les employés du Gaz.

## LUTTES PAYSANNES

# 600 MILLIONS PRÉLEVÉS POUR LES INDUSTRIELS DU LAIT

● Au 1<sup>er</sup> septembre entrain en application la taxe de réorption des excédents de lait, dite taxe de co-responsabilité. Dans un premier temps, la taxe portera sur 1,5% du prix du lait, ce qui représente une perte de revenus de plus de mille francs pour une production annuelle de 70 000 litres de lait.

D'où viennent ces excédents ? En même temps qu'un nombre toujours plus important de paysans étaient chassés de leurs fermes, d'autres étaient contraints à se spécialiser et à intensifier leur production de lait. Dans un premier temps, pour répondre à la colère des producteurs qui s'est manifestée plusieurs fois, en particulier par « la guerre du lait » en 1972, le Marché Commun a mis en place un « prix indicatif » du lait, prix politique caractérisant le rapport de force entre producteurs et industriels laitiers, privés ou coopératifs. Y est adjoind un « prix d'intervention » jouant sur le beurre et la poudre de lait : en livrant à Interlait, organisme subventionné par le Féoga (la caisse de l'Europe verte) les laitiers étaient assurés de toucher 98 % du prix indicatif.

Depuis 73, pour tenter de décourager la production qu'il est impossible d'écouler dans les conditions actuelles du marché capitaliste, la CEE a décroché les prix d'intervention du prix indicatif : le premier ne représente plus que 92,5 % du second. De plus de par le jeu du marché il y a une tendance au rapprochement du prix du beurre et des protéines du lait, du cours mondial des produits équivalents d'origine végétale.

## « L'ENCOURAGEMENT A L'EXODE »

La taxe de co-responsabilité est une nouvelle

étape dans la politique de liquidation des paysans jugés trop nombreux.

Son application avait été précédée de l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet d'un nouveau régime de primes destinées aux éleveurs de vaches laitières qui renoncent à commercialiser du lait ou qui acceptent de reconvertir leur troupeau vers la production de viande. Par exemple les producteurs qui ont livré 40 000 kg de lait en 76 recevront une prime de reconversion de 37 500 F, ce capital s'il peut sembler important à un non agriculteur ne permet pourtant pas de constituer un troupeau pour la production de viande qui assure immé-

diatement le même revenu que le lait ; il faut trois ans en effet pour produire un bœuf de boucherie.

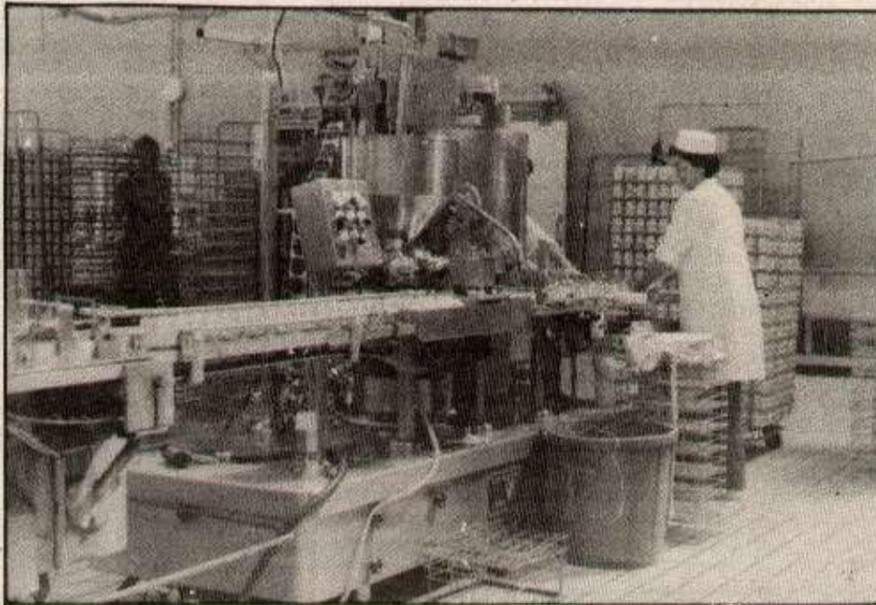
Que deviendront les paysans qui ne pourront attendre cette nouvelle source de revenu ? Rejoindront-ils le million d'exploitants condamnés au départ d'ici 1985 ?

Cette taxe rencontre l'opposition de la majorité des paysans, mais les coopératives en organisent déjà l'application et la FNSEA ne proteste que parce qu'elle n'est pas associée à la gestion des fonds collectés au moyen de la taxe. Cela représente 600 millions de francs pris directement dans la poche des paysans, de quoi aiguiser bien des appétits.

En particulier des entreprises agro-alimentaires qui prétendent utiliser cet argent pour trouver de nouveaux débouchés au

lait en inventant de nouveaux produits ; en fait en s'accaparant au stade de la transformation des produits une part plus grande du travail des paysans. Témoin de cette volonté des capitalistes laitiers, la grande bataille qui se livre pour le contrôle de Préval, la filiale laitière de Perrier. Si l'union, probable, avec l'Union Laitière Normande, est effectuée, le nouveau groupe collectera 15 % de la production française.

Cela signifiera également le mariage de la coopérative et de l'entreprise privée, avec la bénédiction du Crédit Agricole et une participation financière de l'État. Outre la liquidation de paysans jugés peu productifs dont on ne ramassera plus le lait et de ceux qui auront été « reconvertis », cette gestion de la crise par la restructuration implique des licenciements d'ouvriers des laiteries (voir le QdP du 4 septembre 77).



La laiterie Yoplait à Aytré (près de La Rochelle) appartenant au groupe ULN

## LES PRINCIPALES ENTREPRISES LAITIÈRES

### « ceux qui font leur beurre ! »

L'industrie laitière emploie 90 000 personnes dans 440 entreprises privées et 206 coopératives, elle réalise un chiffre d'affaire de 35 milliards de francs. La crise se manifeste particulièrement dans cette branche par l'abandon par le secteur privé, des entreprises produisant surtout de la poudre de lait et du beurre pour le stockage. La production de fromage et de produits frais constitue la plus grande part des 1,75 milliard de francs de marge réalisés par les capitalistes laitiers. Deux groupes coopératifs vivent du travail de plus de 150 000 paysans, l'ULN (Union laitière normande) — marque Elle et Vire et Virlux — envisage de reprendre Préval à Perrier ; la SODIMA — marques Yoplait et Candia. Le premier groupe privé, BSN-Gervais-Danone qui licencie 150 ouvriers à Marseille, et sa filiale Stenval, assure un tiers du marché des produits frais. Bel (la Vache qui rit) est le premier fabricant européen de fromages — 125 000 tonnes par an. Besnier, le roi du camembert « Président » fabrique 32% des 520 millions d'unités produites en France. Viennent ensuite Bongrain-Gérard, Bridel la plus importante entreprise familiale, UNICOPA, une coopérative dynamique bretonne, spécialiste de la restructuration, puis encore Entremont et Boursin.

## Viande payée encore moins cher aux éleveurs

Le taux de réfaction (perte de poids) sur le poids d'une carcasse à chaud était jusqu'alors de 2 % ; un texte en préparation prévoit de la porter à 2,5 %. Ceci consiste ni plus ni moins à légaliser un vol sur le poids, puisque les recherches de l'ITER démontrent que le taux moyen de perte entre le poids à chaud et le poids 72 heures après est de 1,82 % pour les jeunes bovins, 1,67 % pour les bœufs, et 1,64 % pour les vaches. Les 2 % habituellement appliqués sont déjà au dessus de la perte réelle.

(APL Paysans - Haute Saône en lutte)

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Paris

## Le scandale des pharmacies de garde

Dans la nuit de dimanche à lundi, un médecin est appelé dans le quatrième arrondissement, à Paris. Pour sauver une fillette victime d'une grave crise d'asthme, il lui faut trouver d'urgence un médicament. C'est alors que commence une recherche qui ne durera pas moins de quatre heures. Au premier coup de téléphone, Police-Secours répond qu'aucune pharmacie n'est ouverte après deux heures du matin. Dans les pharmacies des hôpitaux, impossible de trouver le médicament. Enfin, l'état-major de la police municipale indiquera au médecin la pharmacie de garde la plus proche : à Rosny-sous-Bois, en Seine Saint-Denis !

Quatre heures de recher-

che : le délai pouvait être mortel. Il n'y a plus une seule pharmacie de garde ouverte à Paris, après deux heures du matin, depuis qu'en juin, la seule pharmacie qui continuait le service nocturne a fermé : « Pas rentable » !

Par ailleurs, les pharmacies ont abandonné le système « à rideau baissé » (une sonnette extérieure permet d'alerter le pharmacien). Les risques d'agression sont le prétexte avancé.

Cette situation doit, selon la préfecture de police, être changée d'ici la fin du mois. Il aura fallu qu'une fillette risque la mort pour que des mesures soient envisagées. Encore faudra-t-il veiller à ce qu'elles soient effectivement appliquées...

Marais

## MANIFESTATION CE MARDI

L'Intercomité du Marais appelle à une manifestation ce mardi pour protester contre la brutale expulsion de six familles occupant des logements vides dans l'îlot Saint-Paul. Pendant l'expulsion, le 29 août, de nombreux logements vides ont été saccagés dans les vieux immeubles du quartier, contribuant à rendre la vie impossible aux derniers locataires qui résistent à la rénovation menée par la Régie Immobilière de la Ville de Paris. De plus, le quartier a été mis en état de siège pendant deux

jours : pour entrer chez eux, les habitants devaient montrer leurs cartes d'identité ! L'Intercomité du Marais exige le logement dans le quartier de deux familles expulsées (les autres ont accepté leur logement Porte de Vincennes), l'arrêt des expulsions et une rénovation légère qui permette aux habitants de rester dans leurs logements.

Pour la manifestation, rendez-vous à 18 heures devant la statue Beaumarchais (angle Bastille Saint-Antoine).

## Voyager 1 est partie

La sonde spatiale Voyager 1 a été lancée lundi à 8 heures 56 (heure locale) de Cap Kennedy. Le déroulement de la manœuvre s'est effectué sans problème, contrairement au lancement de la sœur jumelle Voyager 2, le 20 août dernier. Sur cette sonde, sœur jumelle de Voyager 1, le bras portant les caméras et les instruments ne s'était pas correctement déployé, et des réparations par radio avaient été nécessaires. Aujourd'hui, Voyager 2 fonctionne normalement. Mais cet incident a provoqué le report du lancement initial de Voyager 1, prévu le 1<sup>er</sup> septembre. Le but de l'expérience en cours est d'explorer la partie la plus éloignée du système solaire. Voyager 1 sera la première à atteindre Jupiter (en mars 1979) puis Saturne (novembre 1980).

Voyager 2 doit atteindre de son côté Uranus.

## Ardèche : le principal témoin se rétracte

Dans l'affaire des tueurs de l'Ardèche, les informations contradictoires ne cessent de se succéder. Après avoir, au cours d'un long interrogatoire, accusé son frère Jean-Philippe d'être un des auteurs du hold-up de Villefort, Benoît Mouillaud, voisin de Pierre Conty à Rochebasse, s'est rétracté. De son côté, le procureur de la République de Privas a repris la technique américaine qui consiste à promettre l'indulgence à celui qui dénonce ses complices : il a invité le conducteur qui n'a pris aucune part aux actions violentes commises en Ardèche à prendre contact avec le juge d'instruction de Privas.

**INFORMATIONS GENERALES**

Haby organise le flicage à l'école dès la maternelle

# LE CASIER SCOLAIRE

● Il y avait les fichiers des renseignements généraux et des divers services de police, les fichiers des banques, celui des mauvais conducteurs... Haby pour ne pas être en reste a annoncé la création d'un fichier scolaire. A partir de la rentrée, chaque élève, de la maternelle à la terminale, sera mis en fiche. Fini le livret scolaire qui était pourtant déjà un boulet traîné par les «mauvais élèves». Dans les fichiers Haby, tout, absolument tout ce qui concerne un élève, ce qu'en pensent les professeurs, pourra être consigné.

Haby, dans ce domaine, n'entend pas faire les choses à moitié. Rien ne devra échapper de la personnalité, des résultats, et du comportement de l'élève.

Dans le dossier scolaire, seront consignés les bilans de fin d'année établis à partir de la première année de classe préparatoire, figureront également des «observations sur la per-

— Possibilités intellectuelles : attention, mémoire, curiosité, compréhension, sens logique, imagination, créativité...

— Comportement dans les activités : sens de l'effort, persévérance, dynamisme...

Dans une seconde partie du bulletin scolaire, seront notées les appréciations

responsabilité, sens de l'équipe, assiduité et ponctualité». Et le ministère précise notamment qu'il faudra en face de chacune des rubriques une note, et donne comme exemple : C dans la colonne assurance «correspond à une timidité excessive».

Eventuellement, ce dossier sera complété par d'autres fiches : «éléments médicaux non confidentiels», «conclusion des interventions du psychologue scolaire» où l'on apprendra éventuellement des éléments sur la petite enfance de l'élève, ses relations avec ses camarades, ses parents... et «observations du conseiller d'orientation».

D'année en année, les observations s'accumule-

## UN FICHER DE PLUS

Le ministère justifie ce fichage au nom d'un bon suivi pédagogique des élèves et assure que toutes les garanties seront prises pour que les élèves n'en pâtissent pas.

Il pourrait paraître bénéfique que les professeurs soient mis au courant des difficultés de leurs élèves pour mieux y remédier. Mais un fichier scolaire ne paraît pas indispensable pour cela. Une discussion avec les parents, les anciens professeurs et surtout avec l'intéressé, serait préférable. Si on voit mal les avantages de cette formule, on en voit par contre, tous les dangers.

Malgré toutes les garanties prodiguées verbalement, il est à craindre, que ce ne soit un véritable fichage policier qui enserrera chaque élève tout au long de sa scolarité. En effet, il ne s'agit pas d'un dispositif isolé, mais d'un élément qui vient renforcer les systèmes de répression mis en place depuis plusieurs années dans l'école pour surveiller, réprimer les élèves. La plupart des critères retenus ont un sens de classe évident et permettent de désigner les mauvaises têtes, c'est-à-dire ceux qui contestent le contenu des cours ou la discipline actuelle.

Enfin, rien ne garantit que ces fichiers seront effectivement détruits. La plupart le seront peut-être, ce n'est pas sûr, mais s'agissant des éléments jugés contestataires, ou dangereux, il est fort probable que le contenu de leur livret ira s'intégrer à d'autres fiches, fichier de police, ou transmise à l'armée ou aux employeurs.

C'est donc un véritable carcan que veut mettre en place le ministère de l'Éducation pour contrôler les jeunes, révélant par là-même sa peur de la révolte de la jeunesse.

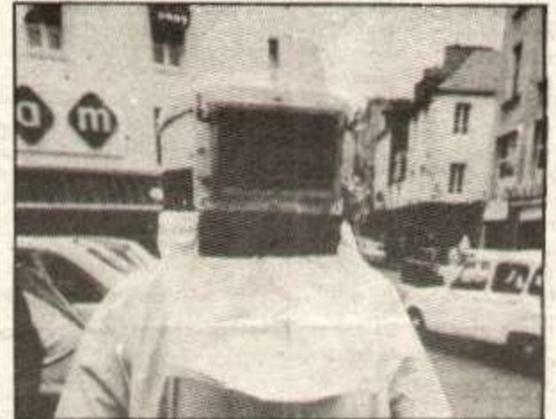
S.L.

## Centrales nucléaires françaises pour le Bangladesh

La société française Sofratome étudie en ce moment l'implantation de centrales nucléaires au Bangladesh. Tenu secret pendant plusieurs semaines, le programme confié à Sofratome comporte la construction de deux centrales nucléaires de 125 mégawatts, chacune destinée, selon le gouvernement du Bangladesh «à alimenter la partie nord-ouest du pays, qui manque d'énergie, alors qu'elle dispose de nombreux atouts pour s'industrialiser».

Sofratome, filiale commune du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) et d'EDF, créée en 1975, est une société qui ne prend en charge que l'étude du programme. Le seul constructeur français de centrale est Framatome, contrôlée par le groupe Empain-Schneider. Tout en étant officiellement indépendante de Framatome, la société Sofratome a pour mission en définitive de lui préparer le terrain. Jusqu'ici, les contrats étudiés par Sofratome concerneraient notamment des pays du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud. Le contrat mis à l'étude pour le Bangladesh s'éleva, lui, à 980 000 F.

## Extension de l'usine de La Hague : Opposition de la communauté urbaine de Cherbourg



La communauté urbaine de Cherbourg a adopté à l'unanimité une motion s'opposant à l'extension prévue de l'usine de retraitement des combustibles nucléaires irradiés de La Hague. La motion adoptée déclare notamment que le projet d'extension «est rendu nécessaire par tous les contrats que la Cogema et le gouvernement passent avec de nombreux pays étrangers, faisant ainsi de La Hague, la poubelle atomique du monde entier. Il ne s'agit donc pas de mettre en cause l'indépendance énergétique de la France ni de porter un jugement sur l'énergie nucléaire et les usines de retraitement».

Cette prise de position survient après la visite du secrétaire d'État à la Recherche Scientifique à La Hague, annonçant le redémarrage de l'atelier de haute activité oxyde qui traite les déchets des centrales à uranium enrichi-eau légère, et la signature d'un contrat de retraitement avec l'Allemagne. Afin de faire face aux nombreux contrats de retraitement qui s'annoncent, la Cogema qui exploite l'usine de La Hague, désire procéder à l'extension des capacités de retraitement. Or, le retraitement des combustibles irradiés des centrales de type PWR pose encore de nombreux problèmes. Les premiers mois de fonctionnement de l'atelier HAO ont été marqués par les incidents et le rapport du Comité d'Hygiène et de Sécurité signale plusieurs risques de contamination grave si la production est accrue.

### JAPON : UN OUVRIER IRRADIÉ

Un ouvrier de l'usine nucléaire de Tokai-Mura, à l'est de Tokyo, a été irradié par du plutonium. Selon la direction de l'usine, l'accident a eu lieu pendant que le travailleur changeait ses gants, utilisés pour la manipulation du plutonium. L'ouvrier irradié est actuellement sous contrôle médical. Le plutonium est particulièrement dangereux : il se fixe dans l'organisme, provoquant des cancers.

### BELGIQUE : LE PROFIL DU PERSONNEL DU NUCLÉAIRE

4 000 travailleurs des Ateliers de Construction Electrique de Charleroi se sont mis en grève lundi après la découverte d'un fichier patronal. Ce fichier établit le «profil» de chaque membre de la division «nucléaire» de l'usine.

### ANTINUCLÉAIRE 18<sup>e</sup>

Le comité du 18<sup>e</sup> informe qu'il se réunira tous les mercredi à 19 h 30, 32 rue Gabriel (métro Abbesses).



sonnalité de l'enfant». Et c'est là que le projet devient dangereux. Les observations sur la personnalité de l'enfant comprendront cinq rubriques :

— Développement corporel : croissance physique, motricité, finesse sensorielle, etc.

— Réactions affectives : émotivité, sensibilité, goûts...

— Vie sociale : relation avec les autres, esprit d'équipe, sens des responsabilités, solidarité, autonomie...

des instituteurs, chaque trimestre, dans chaque discipline ainsi que sur la ponctualité et l'assiduité.

### PERSÉVÉRANCE ET RAPIDITÉ DANS LE TRAVAIL

A partir de la sixième, d'autres appréciations porteront sur : «attention, goût pour l'étude ; persévérance et volonté d'effort, rapidité d'exécution dans le travail, capacité d'organisation, assurance, dynamisme, exercice de la res-

ront et avant même de voir l'élève, les professeurs se feront leur jugement en lisant les observations contenues dans le dossier. Ils sauront en dix minutes, s'ils ont affaire à un «bon» ou à un «mauvais» élément.

En principe, le livret sera détruit si dans les cinq ans après la fin des classes, il n'est pas réclamé par l'intéressé ou ses parents qui seuls y auront accès.

## En bref...En bref...En bref...En bref...

Brest :

### Des ouvriers expulsés par la police d'un foyer de jeunes travailleurs

Jeudi 1<sup>er</sup> des policiers accompagnés d'un huissier ont expulsé les résidents du foyer de jeunes travailleurs Ker Heol de Brest, en vertu d'un arrêté d'expulsion. Les jeunes ouvriers de ce foyer faisaient la grève des loyers pour obtenir un prix unique du repas du soir et l'application d'un règlement intérieur élaboré par eux-mêmes.

L'organisme gérant le foyer, «les Amitiés Sociales» a refusé la négociation et fait appel à la justice, puis à la police.

### Nouvelles applications de la géothermie

A partir de 1979, treize mille logements en Ile de France seront approvisionnés en eau chaude par la géothermie. Un programme de sept mille doit être lancé à Meudon-la-Forêt (Hauts de Seine). Quatre mille logements sont déjà chauffés par la géothermie à Melun et à Villeneuve-la-Garenne.

Il serait possible rapidement de chauffer par géothermie plusieurs centaines de milliers de logements si les sociétés de chauffage ne s'y opposaient pas.

## POLITIQUE

## Les impostures du PCF

● Six millions d'exemplaires de l'Humanité distribués dans les jours qui viennent aux portes des entreprises. Pas un jour sans que l'un ou l'autre des dirigeants du PCF ne parle à la radio ou à la télé. Et à la fin de la semaine, une fête de l'Humanité où Marchais aura l'occasion d'apporter un peu plus d'eau au moulin de la polémique. Le PCF met décidément le paquet.

A l'en croire, il s'agirait de porter devant les masses le débat qui l'oppose au Parti Socialiste et aux radicaux de gauche. Il s'agirait de s'appuyer sur les travailleurs pour imposer un programme commun qui satisfasse les intérêts des masses — en fait, les propositions propres du PCF. Il s'agirait de mettre en garde contre la propension du P.S. à nouer des alliances avec la bourgeoisie — en fait, à préparer une porte de sortie quand la politique de la gauche au pouvoir deviendra impopulaire. Et ces flots de propagande n'ont d'autre but que d'essayer de prouver que le PCF prend en compte l'intérêt des travailleurs, qu'il est de leur côté, et qu'il a bien du mal face à des partenaires qui flirtent avec la bourgeoisie.

L'imposture est totale. Notons d'abord que le PCF, lorsqu'il dit à propos des divergences avec le P.S. : « Aux travailleurs de juger et de participer au débat », n'applique nullement ce principe quand il s'agit de traiter sa propre orientation : le récent passé a montré, pour le renoncement formalisé de la dictature du prolétariat, pour l'arme nucléaire, que la direction du PCF révisait sa position en dehors de tout débat, non seulement chez les travailleurs, mais y compris dans son propre parti. Voilà qui remet à sa place les « aspects démocratiques » dont se targue le PCF dans sa démarche.

Notons d'autre part que depuis des années et des années, Marchais aime le répéter, le PCF fait tout pour que l'Union de la gauche existe. Il a pour une bonne part aidé à l'essor du PS de Mitterrand, avant que celui-ci ne le dépasse électoralement et ne le concurrence. Il a tout misé sur le programme commun, celui de 72 et celui de 77 renégocié, parce que ce programme représente un marche-pied

nécessaire à son projet. Il reste difficilement pensable d'ailleurs qu'au delà de la polémique, l'accord ne soit pas signé, accord forcément favorable à un P.S. électoralement plus fort. Le PCF entend bien participer au pouvoir — ne serait-ce qu'un temps — avec ces socialistes qui, effectivement, ont trop de convergence avec les idées d'un Barre ou d'un Schmidt en Allemagne, pour ne pas apparaître clairement comme des bourgeois.

La surrenchère sur les salaires et sur la hiérarchie peut-elle faire illusion ? Evidemment, les travailleurs ont besoin de voir revaloriser leurs salaires, et 2 400 F pour le SMIC, même si c'est insuffisant, c'est à prendre ! Mais tout le monde a remarqué que le chiffrage du Programme commun est complètement muet sur l'inflation, qui pourtant a permis à la bourgeoisie de récupérer rapidement des hausses de salaire arrachés en 1968, lesquelles étaient bien supérieures à celles promises aujourd'hui par le PCF. Alors, quelles garanties ? Aucune.

Derrière la surrenchère sur les augmentations de salaires, derrière la démagogie sur la défense des libertés ou sur l'indépendance nationale, le PCF a un projet bien précis et bien délimité de capitalisme. Sa « gestion démocratique », c'est la main-mise des cadres sur le fonctionnement des entreprises. Cet énorme taux de croissance annoncé, c'est une exploitation accrue de la classe ouvrière.

Quant aux grandes proclamations sur les libertés et la démocratie, la manière dont le PCF tente d'utiliser les travailleurs dans sa polémique avec le PS, est un exemple de sa conception : une simple masse de manœuvre à qui on fait appel quand on en a besoin.

N.D.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## Le budget au conseil des ministres

ESSENCE PLUS CHÈRE,  
TABAC PLUS CHER,  
VIGNETTE PLUS CHÈRE

● Préparé depuis plusieurs mois par les différents services ministériels, traité au cours de deux conseils restreints les 22 et 29 août, le budget 78 verra sa formule définitive adoptée par le conseil des ministres de mercredi. Il restera alors à la session d'automne de l'assemblée nationale, au cours de laborieuses et traditionnelles-séances, le soin de transformer ce projet en loi. C'est bien d'ailleurs la seule transformation sérieuse qu'opèrent nos députés...

Barre a une obsession : les deux chiffres : il ne faut pas que l'indice des prix dépasse les « deux chiffres », c'est-à-dire les 10%, il ne faut pas que le déficit budgétaire en 78 ne dépasse les « deux chiffres », c'est-à-dire 10 milliards. Le déficit sera donc de 9 milliards. Le problème, au fond, est simple : 1978 est une année électorale ; il faut donc que chaque ministre puisse promettre, et mettre en

chantier, un certain nombre d'améliorations : justice gratuite, quelques hôpitaux ou quelques routes nouvelles dans les circonscriptions indécises, etc. Il faut aussi financer l'inévitable plan Barre ter, la relance électorale et les cadeaux au patronat, en espérant que celui-ci daigne faire quelques embauches. Tout cela coûte fort cher au regard des recettes de l'Etat, et occasionne un déficit de 17 milliards,

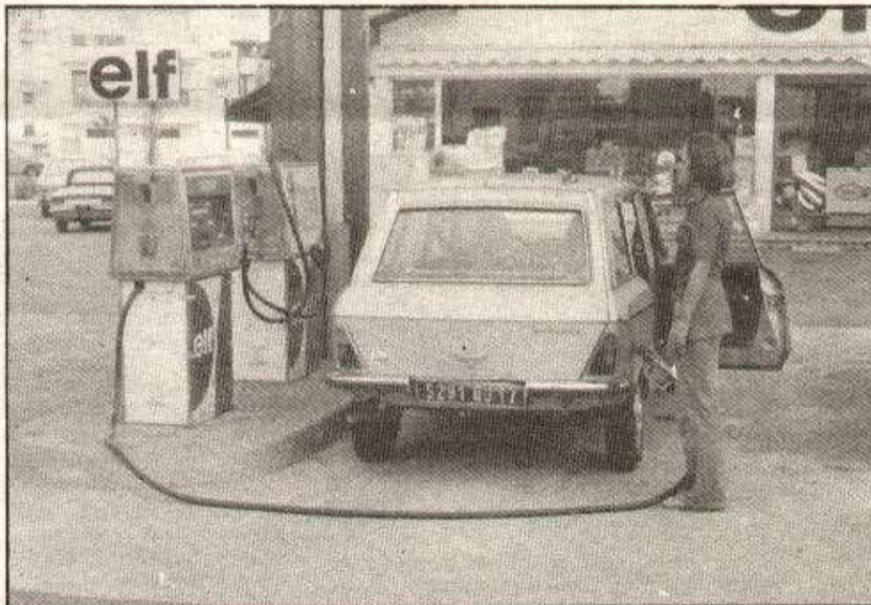
nouveaux bien entendu.

Deuxième stade : il faut trouver des recettes nouvelles, pour ne pas excéder les « deux chiffres », et aussi, accessoirement, pour que Giscard n'ait pas l'air trop ridicule, lui qui se flattait de ne toujours proposer au Parlement que des budgets en équilibre.

Troisième étape de la réflexion : où trouver le complément de recette nécessaire ? En sachant — encore les raisons électorales — que le coup de l'impôt nouveau est vraiment trop risqué pour le gouvernement cette année. Serviront donc à éponger un tant soit peu le budget 78 : le Loto, qui jusqu'ici n'était pas taxé, le

tabac, ce qui signifie en clair une augmentation du prix des cigarettes françaises au début de l'année prochaine, la vignette, on parle de 20% d'augmentation, l'essence qui fournira à elle seule un complément de recette de quelque 6 milliards, et aussi, mais accessoirement, un prélèvement sur le profit des banques et une taxation « exceptionnelle » sur les éléments du train de vie (les propriétaires de yachts, de chevaux de course et de résidences secondaires) rapporteront... 50 millions de plus à l'Etat (0,6% des recettes nouvelles). Parallèlement à ces dispositions, une mesure « libérale » : les tranches de l'impôt sur le revenu seront relevées de 7,5%, ce qui en clair, ne permettra qu'une augmentation « minime » de l'impôt sur le revenu des Français.

La constitution du budget 78 n'a en fait pas été aussi simple, et de multiples facteurs d'économie capitaliste entrent en compte. Il n'en reste pas moins que la discussion du conseil des ministres de mercredi portera bien elle, sur les grands équilibres, et sur la meilleure manière de préparer les élections. Par exemple, à quelle date fixer les hausses prévues ? L'accord semble se faire pour une première tranche d'augmentation fin janvier, et pourquoi donc ? Parce que la hausse portera sur l'indice des prix de février, connu fin mars. Les élections seront passées...



Essence plus chère dès le mois de janvier. Cette fois, Barre ne peut mettre la hausse sur le dos des pays producteurs de pétrole.

## Fiterman à Vénissieux

Dans le cadre de la polémique PS-PC, ce dernier a pris l'initiative d'exposer son point de vue aux travailleurs.

A Berliet, la semaine passée déjà, Houel, maire de Vénissieux, était venu en éclaircisseur. Lundi, c'était le tour de Fiterman, responsable de la délégation PC, chargée de la réactualisation du programme commun. Si un certain nombre de militants politiques et syndicaux de tout bord, écœurés par la polémique, n'avaient pas jugé utile de venir, quelques centaines de travailleurs y assistaient. Un nombre relativement supérieur à la moyenne pour ce genre de prestation. En effet, des interrogations multiples se font jour, et les travailleurs étaient attentifs aux propos tenus, afin de recevoir une réponse, ou pour le moins se faire une idée sur les chances qu'aura la gauche une fois au pouvoir de tenir.

Quand un militant, sans doute inquiet, demande sur quoi on se fonde pour dire que le PS est le premier parti de France, la question n'a pas de réponse précise, mais on rappelle que le PC ne veut pas dominer l'union de la gauche, que c'est le PS qui est un parti dominateur, voir les déclarations du responsable PS au congrès de Nantes !

Le reste ne fut qu'une rengaine sur les propositions révisionnistes, bien souvent entendue des travailleurs, sans pour cela les convaincre.

Corres.

## manifeste

pour le  
socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste-Léniniste

## Élections législatives

LE RAJEUNISSEMENT  
DU PCF

Pierre Villon, député PCF de l'Allier, vient d'annoncer qu'il ne se représenterait pas aux législatives de 78. Le candidat du PCF sera André Lajoinié, membre du Bureau Politique et directeur de «La Terre».

La vague de «démission» des postes de responsabilité continue donc au PCF. René Lamps, député-maire d'Amiens avait ouvert le chemin, suivi par Billoux, Fajon, Dupuy, le maire de Choisy-le-Roi, et plus récemment trois sénateurs parisiens : Cogniot, Guyot et Mme Latagu. Ajoutons à cette liste la non-candidature en 78 du maire d'Alès : Roucaute, et le très probable retrait de Virgile Barel, député des Alpes-Maritimes. Quelles sont donc les raisons qui incitent le PCF à mettre sur la touche un nombre relativement important de ses élus (la liste va encore s'allonger) ?

Il y a d'abord la nécessité de «placer» un certain nombre de dirigeants qui ne disposent pas de l'assise électorale : c'est le cas de Fiterman, qui se présentera dans la circonscription «sûre» de Dupuy, c'est le cas aussi de Hermier à Alès, et de Gremeetz à Amiens. Le PCF insiste trop sur la nécessité, dans un éventuel gouvernement de gauche, d'avoir des ministres «ayant l'approbation des électeurs» pour ne pas courir le risque d'avoir un Fiterman, par exemple, privé de porte-feuille parce que non élu. Il y a d'autres raisons : la plupart des



Le PCF a besoin de cadres dynamiques et jeunes... Virgile Barel, à plus de 80 ans, est encore député

«démissionnés» dépassent les 70 ans, et certains ont des responsabilités au PCF depuis des dizaines d'années : rappelons que Billoux est membre du C.C. depuis 1926, et Guyot depuis 1932 ! Ils peuvent difficilement constituer le

fer de lance d'un parti orienté aujourd'hui vers le capitalisme d'État ; ils n'ont ni le dynamisme nécessaire, ni surtout les capacités. Si l'issue des élections leur est favorable, le rôle des élus révisionnistes va prendre

une importance considérable : à eux de mener le débat parlementaire face à «l'allié» socialiste, à eux de faire preuve de compétence pour tenter de démontrer que leur projet est la solution d'avenir du capitalisme. Cet accent mis sur la «compétence» n'est d'ailleurs pas le simple fait des élus du PCF ; c'est tout l'appareil qui se met progressivement au diapason de la direction du parti. Des chiffres publiés par le PCF — vieux de 2 ans, mais la tendance n'a fait que se confirmer — illustrent bien : la composition des délégués du 22<sup>e</sup> Congrès faisait état de 44 % d'ouvriers (en sachant que tous les permanents qui n'ont pas travaillé depuis 20 ans sont classés ouvriers !), et 19 % de cadres ou enseignants ; dans les conférences fédérales, le nombre de ceux-ci monte à 26 % ; et dans les comités fédéraux à 30 %.

Il reste une inconnue : le PCF a choisi de faire son opération de rajeunissement dans une période électorale qu'il pense favorable. La base électorale que se sont constitués ces «anciens» permettrait donc à leurs successeurs de se faire élire, même s'ils ne sont pas connus, ou estimés. Le parti révisionniste a longtemps mis en avant des gens qui, effectivement, durant une période de leur vie, ont pu être du côté des travailleurs. Aujourd'hui, ce passé ne pourra plus être évoqué.

Nicolas DUVALLOIS

Liberté  
pour Apalategui

Lundi soir à Marseille, s'est déroulée une manifestation pour exiger la libération immédiate du militant basque Apalategui. Celle-ci a été attaquée par un commando fasciste. Une manifestante a été blessée. Miguel, à la demande de l'organisation autonomiste basque ETA a cessé samedi sa grève de la faim qu'il avait entamé il y a un mois à la prison des Baumettes à Marseille. Miguel est accusé d'avoir participé à l'enlèvement et à l'exécution de l'ancien maire de Bilbao, Javier de Ybarra. Le gouvernement espagnol demande son extradition et il y a fort à parier que lors de la visite de Suarez à Paris la semaine dernière, les tractations ont été bon train au sujet du prisonnier. Il est vrai que pris entre les manifestations du peuple basque (500 000 personnes au cours du Week-end) et la crise gouvernementale, il est possible qu'en dernière analyse Giscard rende service à Suarez en accordant au prisonnier «le statut de réfugié politique sur le territoire français». En effet, s'il était remis à la police espagnole, la colère serait telle au pays Basque, que cela donnerait un coup d'accélérateur à la crise du régime espagnol.

Mardi matin devait à nouveau se dérouler une manifestation devant le palais de justice d'Aix car Miguel comparait devant la Chambre d'accusation. Tout le monde s'attend à ce qu'à cette occasion le militant basque soit enfin libéré.

## Manifeste de la droite

Une dissertation  
laborieuse

Comme prévu, le manifeste électoral de la droite a été, après deux mois de négociations, signé lundi par les quatre formations RPR, CDS, CNI, et le PR. Ce texte présente une vague projet, expédié en douze pages, divisé en trois parties : «Société de liberté», «Société de responsabilité», «Société de justice». De son côté, Barre qui, sans doute, ne se sentait pas de taille à réunir tout ce beau monde, a momentanément abandonné le projet d'un sommet de la «majorité». Mais, désireux d'entrer sur la scène, il le remplace par une série de rencontres avec les dirigeants de toutes les formations, rencontres étalées durant la première quinzaine de septembre. C'est Chirac qui devait hier soir commencer cette série de rencontres. Au delà du remue-ménage que provoque la droite autour de son manifeste raccourci, cette piètre tentative de regroupement de la majorité est révélatrice des contradictions qui opposent les différentes composantes de la coalition gouvernementale.

Déjà à l'origine, ce projet de manifeste s'est heurté à deux conceptions différentes ; les uns, parmi lesquels on trouve les giscardiens, voudraient voir figurer dans ce texte des propositions d'avenir concrètes, bref concevaient le manifeste comme une sorte de «Programme commun de la majorité». Les autres, c'est-à-dire presque uniquement le RPR, ne l'entendaient pas de cette oreille. Autre point de divergence non levé, le RPR n'a pas reculé quant à sa conception du rôle du premier ministre ; celui-ci n'aura pas sa place dans ce manifeste pour y mettre sa griffe. Malgré les appels des giscardiens et des centristes, Barre n'aura pu que jouer très partiellement son rôle de «coordinateur» de la majorité, que le RPR avait accepté, du bout des lèvres, qu'il joue. A quelques mois des législatives, la droite continue de donner l'image de ce qu'elle est : une coalition hétéroclite sans projet à long terme et toujours divisée malgré les apparences qu'elle se donne.

## Réception annulée

Selon certaines informations, ce n'est pas encore la détente entre l'Hôtel de Ville de Paris et l'Élysée. On se souvient que Chirac afin de se forger une image un peu gaulliste, par contraste avec Giscard qui a fait supprimer la célébration du 8 mai 1945, avait fêté la fête de la libération à Paris avec un certain éclat. Or, cela a fort déplu au président de la République. Bourges, ministre de la Défense, l'a fait savoir au général Jean Favreau, gouverneur militaire de Paris, dans une lettre où il lui reproche d'avoir mis une partie du matériel militaire et des soldats à la disposition du chef du RPR. Rappelons que Bourges est lui-même membre de ce parti. Une réception était prévue à l'Élysée à l'occasion de son départ à la retraite, elle a été annulée.

## Ceyrac au Figaro

MENTEZ,  
MENTEZ...

Dans une interview publiée dans *Le Figaro* du 6 septembre, Ceyrac, président du CNPF, déclare notamment : «Pendant les trois années difficiles que nous venons de vivre, les entreprises ont préservé le pouvoir d'achat des salariés. Elles l'ont même fait progresser au détriment de leur capacité d'investissement (...) Le programme commun, en fait, veut transformer radicalement le système économique existant (...)

«Les cadres sont responsables, pour une large part de la prospérité de la France. Leurs rémunérations ne sont que la contrepartie de leurs efforts et de leurs mérites

(...) Sait-on que depuis dix ans, l'augmentation du pouvoir d'achat des employés et des ouvriers a été deux fois supérieure - et celle du SMIC quatre fois supérieure à l'augmentation du pouvoir d'achat des cadres ?»

Rien moins que cela, et les travailleurs smicards ne s'en étaient pas rendu compte.

M. Ceyrac affirme également : «Le CNPF ne fait pas de politique, il défend l'économie française».

C'est sans doute pour défendre l'économie française qu'il a financé les gigantesques campagnes d'affiches du RPR et du PR cet été ?

## L'air... de quoi ?

Voilà le PCF bien ennuyé : obligé de prendre position contre l'interdiction d'Airbus à Moscou par les autorités soviétiques, il parle aujourd'hui d'un soi-disant démenti publié par l'ambassade de l'URSS à Paris. Du coup, *l'Humanité* s'offusque de ce qu'elle appelle «le coup de bluff de M. Cavallé» ! Dans un télégramme adressé aux syndicats CGT de la SNIAS, l'ambassade soviétique déclare notamment : «La partie soviétique s'est déclarée prête à entamer des négociations (sur les conditions de l'exploitation de l'avion Airbus). Cependant, nous n'avons pas encore reçu de réponse sur notre proposition d'examiner ce document». Qui croire ? Le menteur Cavallé ou le menteur soviétique ? Le PCF, pour sa part, semble faire pleine confiance à l'ambassade soviétique.

## Bonnes relations

L'opération Déméter se poursuit toujours en Eure et Loire. Dimanche, le matériel militaire et les régiments engagés ont été présentés à la population de Chartres ; cette manifestation, baptisée «relations armée-nation», a été appréciée par le PCF à en juger *l'Humanité*, qui publie une photo représentant le maire-adjoint PCF de Chartres en grande discussion avec le colonel-commandant de la deuxième brigade mécanisée qui participe à ces manœuvres. C'est l'occasion rêvée pour présenter le dernier livre sur l'armée du PCF : *L'Armée de la France démocratique* du capitaine de réserve Jean Marrane, secrétaire de la commission de Défense Nationale du PCF. Nous reviendrons sur ce livre qui traite du modèle d'armée que souhaite ce parti.

## INTERNATIONAL

## Alphonse Blagué a-t-il été assassiné ?

Condamné à dix ans de prison avec quatre étudiants centrafricains parce qu'on avait saisi chez lui des documents de l'Union Nationale des Étudiants Centrafricains, Alphonse Blagué, proviseur du Lycée Boganda à Bangui (République Centre Africaine) est-il mort ? Cette rumeur inquiétante court avec insistance. Blagué aurait été bastonné à mort par Bokassa lui-même. Il est certain que s'il n'a pas succombé, son état est très grave. On est également très inquiet pour les quatre étudiants emprisonnés qui ont subi les mauvais traitements répétés. L'emprisonnement et l'assassinat probable de Blagué ont été ourdis par les agents de l'URSS en RCA qui font partie de l'entourage de Bokassa. En effet, Blagué dénonçait leurs visées et les ambitions de l'URSS vis-à-vis de la RCA. Refusant tout compromis, il luttait contre l'impérialisme sous toutes ses formes, celle bien connue de l'impérialisme français et celle moins connue du social-impérialisme soviétique.

L'UNECA (Union Nationale des Étudiants Centre Africains) appelle à un meeting le dimanche 11 septembre à 15 h .  
44 rue de Rennes.

## Somalie - Ethiopie tentatives de médiation

La chute de Djidji Dja, l'une des principales villes de l'Ogaden, a été annoncée par le Front de Libération de Somalie Occidentale (FLSO). Cette ville occupe une position-clé car elle permet aux soldats du Front de porter leurs attaques dans toute la région nord de l'Ogaden. Toujours de même source, on apprend que les combats se poursuivent à 15 km à l'ouest de la ville.

Tandis que se poursuivent les combats dans l'Ogaden, plusieurs missions de conciliation sont tentées. Le président malgache a invité les présidents de Somalie et Ethiopie à se rencontrer dans la capitale malgache. D'autre part, le ministre des Affaires Étrangères du Congo a séjourné dans les deux capitales au cours du week-end, à la suite de la décision du comité militaire du parti congolais de tenter une médiation. Enfin le ministre des Affaires Étrangères du Gabon — dont le président est l'actuel président de l'OUA — est arrivé à Addis Abeba, dans le même but.

## Refus de visa soviétique à un membre de la direction du PCI

Aldo Tortorella, professeur, spécialiste de langue et de littérature soviétique, s'est vu refuser son visa par les autorités soviétiques pour participer à la Foire internationale du livre à Moscou. Le PCI réagit fortement à cette interdiction faite à l'encontre d'un membre de sa direction, responsable de sa commission culturelle. Il est vrai qu'Aldo Tortorella avait traduit du russe en italien un certain nombre d'ouvrages de dissidents soviétiques... et l'*Unita*, journal du PCI, de rappeler que cette Foire internationale du livre de Moscou est placée sous le signe des accords d'Helsinki, c'est-à-dire de la libre circulation des idées... Un nouvel épisode dans les relations mouvementées des partisans de l'euro-révonnisme et des dirigeants de Moscou.

## Guyane : immigration de réfugiés indochinois

Le préfet de la Guyane, colonie française d'Amérique du Sud a accueilli samedi soir 45 immigrés d'origine méo, l'une des nationalités du Laos.

Les méos avaient été embrigadés en grand nombre dans une armée mercenaire organisée par la CIA et dirigée par Vang Pao lorsque la guerre faisait rage au Laos. Après la victoire, ces troupes se sont retirées en Thaïlande où elles ont été dissoutes, créant ainsi une masse de «réfugiés».

L'arrivée des 45 réfugiés en Guyane est le début d'une immigration massive décidée par le gouvernement français, 40 000 sont attendus.

En Guyane, des grèves et des manifestations ont répondu à ce début d'invasion qui fait partie du «plan vert» de Stirn pour la Guyane, dont le but essentiel est de noyer le peuple guyanais qui revendique l'indépendance dans un flot d'immigrés réactionnaires.

## Le congrès de l'Union des syndicats anglais

## LE CONTRAT SOCIAL SUR LA SELLETTE

Lundi matin s'ouvrait à Blackpool le congrès national de l'Union des syndicats britanniques. Au centre du congrès, l'austérité et le rejet de plus en plus massif de celle-ci.

Depuis trois ans, l'Angleterre vit sous le régime du contrat social. Le principe en est simple : le gouvernement s'engage auprès des syndicats à limiter le rythme de l'inflation, en retour, les syndicats s'engagent à accepter une augmentation très limitée des salaires. Au cours de cette année, les salaires britanniques ont officiellement perdu 7 % de leur pouvoir d'achat. L'année d'avant, c'était encore pire : près de 14 %. Le chômage progresse régulièrement : le

nombre de chômeurs dépasse aujourd'hui 1,4 million, soit 6% de la population active.

## LES GRANDS MOUVEMENTS DE GRÈVE

Depuis le début de l'année, d'importants mouvements de grève ont été organisés contre les dispositions du contrat social et contre les syndicats eux-mêmes. La plus dure d'entre elles et la plus importante, celle de British Leyland, a eu un impact énorme. Les directions syndicales ont été incapables de briser cette grève dirigée par les shop stewards (délégués d'atelier). Ceux-ci ont convoqué des rencontres nationales avec les shop stewards

d'autres entreprises, et d'autres secteurs : 1 700 délégués d'atelier de l'automobile, des mines, des dockers, des chemins de fer, du bâtiment et des employés, rejetaient toute nouvelle phase du plan d'austérité.

Depuis les syndicats des mineurs, des chemins de fer, des transports, des imprimeurs, des employés se sont prononcés contre le contrat social. Dans la mécanique, comprenant le secteur automobile, aucune position n'a pu être adoptée du fait de l'opposition entre les courants favorables au gouvernement (parmi lesquels la direction du syndicat) et les adversaires du contrat social. Le syndicat des mineurs s'était prononcé contre le contrat social en

opposition avec le leader qui combattait pour sa prolongation.

Face à l'aggravation de la crise en Angleterre, les ouvriers refusent aujourd'hui ouvertement d'en supporter le poids. Les dirigeants syndicaux qui, jusqu'à une période récente, arrivaient à imposer les plans gouvernementaux sont mis en cause. Le système en vigueur en Angleterre de syndicats intégrés au parti travailliste, est en train de se fissurer. Les luttes de cette année ont mis à l'ordre du jour l'organisation indépendante des travailleurs. Dans ce processus, le congrès de Blackpool sera peut-être un moment important.

## Carnet de voyage en Somalie

## Kurtunwaarey : un extraordinaire bouleversement

par Jean-Paul GAY

Au sud de Mogadiscio, la route goudronnée s'arrête vite. Pour descendre vers les plaines fertiles, où les fleuves Jouba et Shabelli arrosent le sud du pays entre l'Ethiopie et l'Océan Indien, il faut prendre la piste.

Avec un fonctionnaire du Conseil de la Révolution, nous avons fait une demi-journée de route, traversant un paysage de dunes et de savane, avant d'atteindre le Shabelli.

Là, au bord du fleuve, comme une enclave, Kurtunwaarey : une cité de 30 000 habitants. De part et d'autre d'une avenue goudronnée, bordée de lampadaires, sont alignées des huttes traditionnelles et des petites maisons de briques achevées ou en construction. Au-delà des maisons, des champs sur des milliers d'hectares, des champs cultivés en blé, maïs, sésame, légumes, fruits, et puis, des troupeaux ; près des pompes des canaux d'irrigation ou sur les tracteurs, des jeunes nous saluent. Ici, en août 1975, il n'y avait rien, rien d'autre que la savane et ses animaux. Kurtunwaarey n'existait pas. On a tout défriché et fait reculer la savane qui est encore toute proche : le soir, des centaines d'hommes montent la garde et soufflent dans des cors pour faire fuir les éléphants qui approchent trop près des plantations. Tous les habitants de Kurtunwaarey, ceux qui conduisent les tracteurs ou cultivent les champs, étaient au début de 75, des nomades ; leurs ancêtres, depuis des millénaires, étaient nomades, de génération en génération. Dans le nord de la Somalie, la sécheresse qui a tué leurs troupeaux, a posé brutalement le problème de leur survie : hébergés d'abord dans des centres de transit, ils ont été amenés ici par un gigantesque pont aérien. Près de 300 000 nomades sinistrés ont été ainsi secourus en



quelques mois et orientés, au choix, soit vers l'agriculture, soit vers la pêche. Cette opération de sauvetage est aussi un extraordinaire bouleversement de la société somalienne. Avec Kurtunwaarey, deux autres centres agricoles : Dijouma et Sablale, ont été ainsi implantés dans les plaines du sud, près des fleuves. Ceux qui ont été installés ici, avaient tout perdu, leurs troupeaux avaient été entièrement décimés.

Sur 15 millions de moutons et de chèvres que comptait la Somalie, elle en aurait perdu le tiers. Elle aurait perdu aussi un quart de ses 2,5 millions de bovins, un dixième de ses 4 millions de chameaux. Depuis 69, les sécheresses s'étaient succédées, contrairement à l'accoutumée. Mais, là comme dans les autres pays africains, les phénomènes climatiques n'expliquent pas tout. Un exemple : la désertification d'immenses étendues de terres, a été largement favorisée par les pratiques d'un

personnel politique corrompu. Dans les années 60, la construction de citernes de ciment, pour alimenter en eau les troupeaux, devint une gigantesque source de profits. Les députés vendaient leurs votes au Parlement en échange de permis de citernes et, moyennant d'énormes intérêts, ils en finançaient la construction avec des fonds publics détournés. L'installation anarchique d'une multitude de citernes, qui en résultait, favorisa la concentration du bétail en certains points et mit en cause les parcours traditionnels ; la concentration dégrada la terre dans toute la zone des points d'eau. Lorsqu'après le coup d'Etat de 69, le gouvernement interdit la construction de nouvelles citernes, le district de Burao, par exemple, comptait à lui seul 18 000 citernes. Aujourd'hui, celles-ci sont asséchées depuis longtemps, et les milliers de kilomètres carrés qui les entourent ont été rendus stériles par cette politique des années soixante.

(à suivre)



# Les rêves africains de l'impérialisme français

-2-

● Si l'on a retenu du récent voyage du ministre français des Affaires Etrangères en Afrique Australe, surtout l'épisode tanzanien où la colère populaire s'est manifestée sans détours, c'est dans chaque pays africain visité, sous des formes différentes, un langage semblable qui lui a été tenu. Les explications confuses et répétées du ministre des Affaires Etrangères sur les ventes d'armes et la collaboration nucléaire n'ont convaincu personne dans ces pays pour lesquels les régimes racistes sont une menace directe. De plus, tant au point de vue économique que politique, de Guiringaud n'avait pas grand chose à proposer. Dans ces conditions, le président tanzanien, qui venait de tenter de négocier avec Carter, se souciait assez peu de connaître les bonnes intentions de de Guiringaud.

## L'arsenal des racistes

En août 1975, au cours de sa visite au Zaïre, Giscard s'engageait à arrêter les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. En mai 1976, il renouvelait sa promesse devant la conférence franco-africaine. En février 1977, au cours de son voyage au Mali, il répétait : «J'ai donné des directives pour qu'aucune livraison d'armes à l'Afrique du Sud ne puisse s'effectuer».

Si l'on met de côté la contrebande, reconnue et déplorée par Guiringaud, cet embargo ne s'applique pas aux contrats en cours ni à la marine de guerre. De 1967 à 1975, la France est devenue, rappelons-le, le principal fournisseur d'armes des racistes lui vendant en moyenne un milliard de francs de matériel par an : la livraison de 48 Mirage F1 n'est pas achevée. On sait que deux avions de 1 200 tonnes ont été commandés aux arsenaux de Lorient, tandis que deux sous-marins sont construits chez Dubigeon à Nantes. Le rôle de la marine de guerre dans une possible agression contre le Mozambique ou la Tanzanie est évident.

Mais, surtout, l'industrie française d'armements a financé la production de versions locales de nombreux armements. Elle a vendu aux racistes les licences de production de l'auto-mitrailleuse Panhard et du Mirage F1. Des centaines d'hélicoptères (Alouette, Puma, Super-Frelon) sont également fabriqués en Afrique du Sud. Ils servent à l'armée de Pretoria, mais aussi à celle des racistes de Rhodésie contre le peuple du Zimbabwe. Le ministre de Vorster, Botha, pouvait déclarer le 17 août : «75% des besoins de l'Afrique du Sud en armements sont couverts localement... Bientôt nous pourrions exporter». Comme le disait un diplomate mozambicain : «Les Français ont rempli les placards des Sud-Africains, et maintenant, ils ferment la porte. Nous n'allons pas tout de même pas applaudir!»

### LA COLLABORATION NUCLEAIRE

En juin 1976, la France signe un contrat de livraison de deux centrales nucléaires à l'Afrique du Sud. Un journal de Pretoria titre sur huit colonnes «Vive la France». C'est l'aboutissement d'une longue coopération dans le domaine du nucléaire. Au début des années 60, de nombreux scientifiques et techniciens sud-africains vont étudier au CEA en France. C'est dans le cadre de cette coopération qu'un réacteur expérimental est construit, il fonctionne au centre de recherche de Pelindaba.

Le contrat portant sur deux centrales nucléaires a été négocié depuis 1974. En échange, l'Afrique du Sud, qui est un des plus grands producteurs d'uranium du monde doit fournir mille tonnes d'uranium par an à la France. L'argumentation de Guiringaud selon lequel l'Afrique du Sud ne disposera pas du plutonium nécessaire pour une bombe, ne tient pas. En effet, même si le contrat précise que les déchets devront être traités en France et que le plutonium y sera stocké, il ne faut pas oublier qu'il est impossible de connaître la quantité exacte de déchets rejetés par un réacteur et que l'Afrique du Sud dispose déjà d'une petite usine de retraitement qu'elle va développer.

Ainsi, qu'elle soit déjà réalisée ou pour demain, la bombe atomique des racistes d'Afrique du Sud est une menace directe contre les peuples d'Afrique. Aussi, l'inquiétude manifestée par les impérialistes occidentaux est d'une grande hypocrisie, car ils portent la responsabilité de cette situation.

## A propos des mésaventures de de Guiringaud

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

Le jour précis de l'arrivée de Guiringaud en Zambie, premier des pays de première ligne qu'il visitait, l'URSS sortait plusieurs dépêches de l'agence Tass affirmant que la livraison de centrales nucléaires par la France sert aux racistes pour fabriquer leur bombe atomique. Alors que l'URSS avait évité d'attaquer du front la France au moment de l'intervention au Zaïre, elle l'attaquait alors directement pour lui signifier qu'elle lui interdisait une région où le régime de Brejnev tente de développer son ingérence à la faveur de l'aide militaire. Mais, la fermeté que les pays de cette partie du continent africain ont manifesté à l'égard de l'impérialisme français, ne doit rien aux dépêches de Tass : elle reflète la longue expérience qu'on a ici des «bonnes paroles» de la France.

En Zambie, le ministre

des Affaires Etrangères a pris acte de l'engagement de la France de ne plus livrer d'armes tout en soulignant qu'en 1970, lors de la visite du président zambien en France : «L'ancien président Georges Pompidou avait fait la même promesse». Le ministre mentionne la vente des centrales nucléaires à l'Afrique du Sud et révèle que la filiale du groupe TOTAL en Rhodésie alimente en carburant l'armée raciste. Au cours de sa conférence de presse, Guiringaud proteste maladroïtement contre les accusations. Le ministre français cite comme résultat de sa visite, des accords concernant le riz et le soja. De son côté, le président Kaunda parle d'un «échange de vue francs».

Au Mozambique, Guiringaud doit d'abord écouter un exposé de plusieurs heures du ministre des Affaires Etrangères qui lui

donne la mesure des conséquences des agressions du régime de Smith. Guiringaud dit : «Si les troupes rhodésiennes ont parfois des armes d'origine française, elles leur ont été fournies par d'autres. Cela est profondément regrettable».

Le président Samora Machel lui répond : «Aujourd'hui, la position de l'Occident et en particulier de la France n'est pas claire ni vis-à-vis de Zimbabwe, ni vis-à-vis de la Namibie et de l'Afrique du Sud qui nous rappelle le nazisme. L'Occident est du côté du crime.»

Les propositions de Guiringaud sont par ailleurs des plus maigres : La France s'engage à aider le développement du Mozambique, mais, tout en proposant un don de 4 000 tonnes de céréales, Guiringaud pousse la mesquinerie à demander que le Mozambique paie le transport. Il conclut molestement sa visite de cette manière : «La possibilité d'une coopération entre la France et le Mozambique sera la prochaine phase de nos relations.»

Guiringaud rencontre également en Zambie et au Mozambique les dirigeants des mouvements de libération du Zimbabwe et de la Namibie. Ceux-ci soulignent l'ambiguïté pour le moins des positions de la France. Le ministre leur explique les positions de la France : elle ne vend des armes qu'aux gouvernements légaux. Ainsi elle en a vendu au gouvernement «légal» d'Afrique du Sud (qui les cède au gouvernement rhodésien) mais elle ne peut en fournir aux mouvements de libération ! Le résultat de ces rencontres, c'est que la France donnera des ambulances et des camions aux mouvements de libération ; par

### LES PAYS DE PREMIERE LIGNE

La Tanzanie, la Zambie et le Mozambique font partie des pays de première ligne : c'est-à-dire que, soutenant les guérilleros patriotes, ils sont en guerre avec le régime raciste de Rhodésie. Ils abritent des camps de réfugiés et des camps d'entraînement. Ces derniers mois, la Zambie et le Mozambique ont été l'objet d'agressions répétées du régime de Smith. Le Mozambique a subi d'importantes pertes en vies humaines, ainsi que de gros dégâts matériels. Il a été contraint de remettre partiellement en cause ses objectifs de développement économique pour renforcer son potentiel de défense. A Maputo, les journalistes accompagnant de Guiringaud ont pu voir des armes françaises que les racistes avaient utilisées au cours d'une récente agression.

ailleurs Guiringaud invite Hujoma, dirigeant de la SWAPO de Namibie à Paris. Une compensation bien dérisoire par rapport à l'arsenal fourni à l'ennemi raciste !

On sait comment le ministre français fut accueilli en Tanzanie. En demandant les excuses qu'il n'obtint pas, il eut la responsabilité de la rupture. Il n'avait pas bien compris, semble-t-il qu'il visitait des pays en guerre contre les racistes armés par l'Occident et qui n'ont que faire des bonnes manières diplomatiques et des vraies promesses.

## Pas d'excuses

(Editorial de Daily News de Tanzanie  
le 19 août)

«La France attend toujours de l'Afrique qu'elle la considère comme sa mère ou avec le respect habituellement réservé aux grands frères. Ce matin, monsieur le Ministre doit déplorer l'ingratitude de ces Africains. Mais comment le gouvernement de la Tanzanie pouvait-il s'excuser de manifestations pacifiques contre la vente d'armes de morts à nos ennemis en Afrique du Sud ?

Est-ce que la dignité de M. De Guiringaud est au-dessus de la dignité des gens d'Afri-

que du Sud qui sont humiliés, exploités et assassinés par un régime armé par la France ?

Nous comprenons bien ce qu'il ressent. La France est encore une grande puissance, et l'impérialisme français, bien que sur le déclin, se bat encore pour avoir sa place au soleil. Ailleurs en Afrique, il aurait reçu une réception chaleureuse malgré les ventes d'armes en Afrique du Sud. Pas en Tanzanie ! Nous ne le regrettons pas. Bon voyage !»

# abonnez-vous



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

### et à un livre ou un disque au choix

- La tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

#### Parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

#### Parmi les disques :

- Ken Baleu ou poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva le Vide, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile  Resistencia
- Neussac + La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

### sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales) .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Ville ..... Date :

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## INTERNATIONAL

L'enlèvement du chef du patronat allemand

# HYSTÉRIE POLICIÈRE ET APPEL A LA DÉLATION MASSIVE

C'est une véritable hystérie «anti-terroriste» qui a été déclenchée par le chancelier Schmidt, lundi soir, à la télévision, après l'enlèvement du chef du patronat allemand. Donnant publiquement carte blanche à la police, annonçant le renforcement de la police avec 5 000 hommes supplémentaires, appelant largement à la délation, même «sur la plus petite information», Schmidt craint par dessus tout de paraître trop mou dans la répression, après ce nouvel attentat qui ridiculise la police, et la «protection» qu'elle apporte aux personnalités de premier plan.

On connaît les faits : Sclayer a été enlevé lundi à 17 h 30. Escorté par quatre voitures de gardes du corps, parmi lesquels se trouvaient au moins quatre policiers, il se rendait à son domicile quand il tomba dans une véritable embuscade. Au cours de la fusillade, quatre policiers ont été tués. La fusillade

finie, la voiture du chef des patrons allemands avait disparu, ainsi que son occupant, sans que la police ait pu reconstituer sa disparition — ou voulu en rendre publiques les circonstances.

Cet attentat n'est pas le premier du genre. Le juge Auback, le député de Berlin Lorenz, le banquier

Surgen Ponto ont eu de telles mésaventures, généralement attribuées à la «Fraction armée rouge», surnommée par la presse «La bande à Baader». C'est précisément pour éviter que des figures de premier plan dans tous les domaines politiques et économiques, soient la cible des attaques de tels groupes que celles-ci ont été dotées d'un important système de protection, comprenant même des policiers attachés en permanence à leur personne.

Selon le journal à sensation allemand «Bild Zeitung», les auteurs de l'embuscade et de l'enlèvement auraient averti que l'industriel serait abattu si Baader et d'autres mem-

bres de la «Fraction armée rouge» n'étaient pas libérés.

Schmidt, le chancelier, a déclaré dès lundi soir à la télévision : «A notre tristesse, s'ajoute la colère provoquée par la brutalité mise au service d'une folie dangereuse.» Il ne parlait pas alors de l'attitude des geôliers allemands. On sait que les prisons allemandes ont déjà assassiné plusieurs prisonniers politiques, et font subir des conditions de détention extrêmement mutilantes par la privation sensorielle. Schmidt, par contre, annonçait le renforcement de la police et de ses moyens et appelait les allemands à aider la police, c'est-à-dire à la délation.

## FIN DE LA VISITE DE HUSSEIN A PARIS

Mardi, dans la matinée, Hussein de Jordanie et Giscard devaient se rencontrer à nouveau avant de publier un communiqué commun. Le gouvernement français a donné un écho important à cette visite au cours de laquelle Giscard tente de peser de son poids propre dans les manœuvres diplomatiques en cours sous l'égide des États-Unis. Il déclarait notamment : «Nous avons la conviction... que l'établissement de la paix serait la solution la plus avantageu-

se de loin pour tous les États de la région.» Ce qui est mettre largement de côté la question des droits du peuple palestinien. Giscard n'est pas intervenu sur la politique de colonisation à outrance menée par Israël.

Selon la presse jordanienne, la visite du roi Hussein a pour but d'obtenir de la France la condamnation par les pays européens de la politique israélienne. Par ailleurs, les informations selon lesquelles Moshe Dayan et Hus-

sein de Jordanie se seraient rencontrés à Londres, où ils se trouvaient au même moment ont été démenties par Dayan. Selon ces informations, Dayan et Hussein ne se seraient pas mis d'accord sur le projet de partage de la Cisjordanie formulé par Dayan. D'après ce point, la Cisjordanie serait formellement jordanienne, notamment pour l'administration, mais dépendante d'Israël pour les questions de «sécurité», c'est-à-dire que l'occupation continuerait.

## CRÉATION D'UNE USINE D'AVIONS MILITAIRES EN ÉGYPTE

Au terme de négociations qui ont duré plus de deux ans, une usine de montage d'avions sera installée en Egypte avec des capitaux séoudiens et français, pour monter 200 exemplaires de l'avion de combat franco-allemand Alpha jet.

Les installations industrielles pour le faire sont déjà en place et sont équipées de machine-outils d'Europe de l'Est. La société qui doit coiffer ce projet et est appelée à en mettre d'autres sur pied, l'Organisation Arabe d'Industries — créée par l'Arabie Séoudite pour l'argent et par l'Egypte pour les bras et les cerveaux — finit de déposer son capi-

tal d'un milliard. Cette société va créer une filiale pour gérer l'usine de montage, où l'impérialisme français prendra une participation minoritaire. L'Allemagne, qui connaît de nombreuses restrictions pour l'exportation des armes, livrera en France des pièces détachées que les entreprises françaises assembleront en éléments destinés à être envoyés sur les chaînes de montage égyptiennes.

La mise au point de ce projet est d'abord destinée à permettre à l'Egypte de s'assurer la fourniture d'avions dont son armée de l'air est quasiment privée depuis la rupture des relations avec l'URSS.

L'Alpha Jet est un avion d'appui tactique dont les premiers exemplaires doivent être livrés le mois prochain aux armées françaises et allemandes. Le contrat prévoit également que l'Arabie Séoudite va acheter pour le compte de l'Egypte 36 Mirage III E, et que l'Egypte achèterait environ 40 Mirage F 1.

Tant par le financement de la société arabe que par les achats de Mirage, l'Arabie Séoudite affirme sa puissance financière, et par conséquent son poids politique dans le monde arabe. L'Arabie Séoudite financera en outre, une partie de la mise au point du Mirage 2 000.

### ZIMBABWE

Le président de la Zambie a lancé un appel pour qu'un embargo soit instauré à l'égard de la Rhodésie. Cet appel a eu, avec après la rencontre que le président zambien a eu avec son homologue nigérian, membre de l'OPEP.

### COMORES

«Il faut faire confiance à l'Afrique, avec le temps, nous arriverons à faire entendre raison au gouvernement français», a déclaré à son arrivée Moroni, le ministre gabonais des Affaires Étrangères, où s'est déroulée la réunion de l'OUA sur Mayotte, en présence de représentants de l'ONU.

### THAÏLANDE

LE PROCES DE 18 ÉTUDIANTS A ÉTÉ REPORTÉ AU 7 OCTOBRE après la première journée d'audience. Arrêtés lors du coup d'Etat fasciste d'octobre 1976, ils sont accusés de haute trahison pour avoir participé à la résistance des étudiants de l'Université de Thamassat au coup d'Etat militaire. Décharnés, enchaînés, les étudiants ne se sont pas laissés impressionner par leur bourreaux. Ils ont affirmé qu'ils n'étaient coupables de rien, car ils étaient au moment des faits protégés par la constitution qui prévoyait la liberté d'expression.

## PROGRAMME TELE

## Mardi 6 septembre

## TF 1

- 17 h 50 - Visage du Canada.  
18 h 20 - Sandokan  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *La rentrée scolaire* (2)  
19 h 45 - Adieu mes quinze ans  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Au-delà de l'horizon. *Série d'Alain Bombard. 8<sup>e</sup> émission: la flibuste. L'histoire de quelques flibustiers du XVIII<sup>e</sup> siècle tels le Français L'Olonois et l'Anglais Morgan.*  
21 h 25 - Les trois mousquetaires ou 50 ans après...  
22 h 30 - Les grandes expositions. *Le symbolisme en Europe.*

## A 2

- 18 h 05 - Vacances animées  
18 h 45 - Flash d'information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre.  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Dossiers de l'écran: Toute la ville danse. *Film américain de Julien Duvivier (1938)*  
*Débat: la valse de Vienne*  
23 h 30 - Journal et fin

## FR 3

- 20 h 30 - Fanfan la Tulipe. *Film de Cristian-Jaque (1951) avec Gérard Philippe.*  
22 h 05 - Journal et fin.

## Mercredi 7 septembre

## TF 1

- 19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Adieu mes quinze ans  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Commissaire Moulin police judiciaire  
22 h 00 - Voyage au centre de la matière. *Reportage sur l'accélérateur de particules le plus puissant du monde, celui du CERN, à Genève. Avec son «anneau de collision», il a coûté une fortune, mais son coût, chose rarissime, est resté en deçà du devis. Les physiciens qui y travaillent bombardent les particules avec les faisceaux de protons, et surtout, étudient les résultats de ce qui constitue la structure la plus fine actuellement connue de la matière.*  
23 h 00 - Journal

## A 2

- 19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Un shérif à New York  
21 h 55 - Question de temps *René Haby face aux parents d'élèves*  
23 h 15 - Journal

## FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - *Scorpio, film d'espionnage avec Burt Lancaster, Alain Delon et Paul Scofield.*

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 60<sup>e</sup> épisode  
copyright Édition Denoël

— Ça a pris mauvaise tournure, murmura Lucien. Les gens ont peur. Leurs règlements de comptes, leur justice... et les gens sont passés du côté du manche.

Henri me raccompagna. Il avait laissé sa voiture dans l'impasse, derrière la basilique.

— Et vous Élise, demanda-t-il, vous vous adaptez?

Je lui dis non; j'allais repartir bientôt, je ne savais quand, pour Noël sans doute.

— Usez de l'affection qu'il vous porte pour persuader Lucien de quitter l'usine. Il est arrivé

## Des travailleurs racontent leur lutte

## «IMRO, des travailleurs aux pieds nus»

● Le 26 septembre 1975, le Tribunal de Commerce de Rouen prononçait le dépôt de bilan de l'IMRO. Trois jours après, les travailleurs occupaient leur imprimerie. Le 1<sup>er</sup> octobre, ils sortaient leur premier numéro de *Spécial Licenciements*. Jusqu'au 16 juillet 1976, ils continueront à occuper, rue du Pré-de-la-Bataille, rebaptisée «Avenue du Chômage». A occuper, mais aussi à populariser partout leur lutte avec enthousiasme et imagination. Le 16 juillet, à 4 heures du matin, la police envahit l'usine. Mais la lutte continue, l'IMRO participe à la deuxième coordination des «Lip» sur l'emploi. Le 20 septembre, six travailleurs de l'IMRO sont exclus à vie de la CGT, parce qu'ils ne soutenaient pas le programme commun.

Cette lutte, des travailleurs de l'IMRO viennent de la raconter, dans un livre publiée chez Fédérop: *IMRO, des travailleurs aux pieds nus*. Nous en publions quelques extraits

(...) C'est à partir de ces premiers jours de lutte que le soutien dans les entreprises se réalisera. Il se fera dans la majorité des cas par des militants syndicaux de la base, car, après avoir mis sur le soutien des Unions locales, on nous fera désormais ce qu'il y a lieu de dénommer «la gueule».

Si, au niveau de l'Union départementale CGT, on nous avait félicité dans les premiers jours pour notre détermination à vouloir combattre les licenciements, quelques semaines plus tard, on nous laissera de côté car nous gênions probablement alors qu'on nous avait promis d'être à chaque fois présents et que l'UD mettrait tout en œuvre pour nous épauler afin de mieux populariser notre lutte (...)

(...) Cette «gueule» qu'on nous faisait, nous le savions pour ainsi dire dès la fin du premier mois d'occupation. En février 1977, le secrétaire - adjoint

de l'UL - CGT de Rouen, et ceci à plusieurs reprises, avouera à l'un des exclus de la CGT qu'il avait été décidé dès la seconde quinzaine de novembre 1975, c'est-à-dire après six semaines de lutte, de laisser tomber l'IMRO, car la lutte qui s'y déroulait ne pouvait plus être contrôlée (...)

(...) A chaque fois que nous préparons une initiative, à chaque fois que nous mettrons en place une action, à chaque fois que nous publierons un imprimé pour notre popularisation, nous en ferons part à notre Union locale et à notre Union départementale. De temps à autre, nos responsables devront bien se résoudre à faire un petit quelque chose. Ainsi, la seule initiative qui nous sera proposée en dix mois d'occupation sur l'usine sera le blocage d'une course motonautique, initiative que nous accepterons immédiatement, bien entendu.



Sinon, c'était l'apéro le jour de Noël et une seconde fois pour nous remettre un petit chèque de soutien sans oublier les quelques visites au début de l'occupation que nous pourrions qualifier de visites de «courtoisie».

Il serait également injuste de notre part d'omettre de signaler que le secrétaire de l'Union locale de Rouen, au début de la lutte, nous demandait d'imprimer pour l'UL, chose que nous accomplissions de bonne grâce. Mais bientôt, nous en aurons marre, dans le

sens que cela redevenait comme avant, du temps où on travaillait. Nous ne voulions plus de rapport de cette nature, c'est-à-dire servir et se taire, un peu comme si nous étions face à un client. Car, ce que nous exigeons inlassablement, c'était l'échange de vues afin de faire avancer notre lutte (...)

Ils ont également réalisé un film :  
«Chômage sur la ville»  
(40 mm en couleur.  
Super 8 mm)  
A commander à :  
IMRO en lutte  
76000 Rouen

au point de rupture.

— Son affection? dis-je, sceptique.

— Il doit se reposer quelque temps, chercher un nouveau job.

— Il n'en a pas les moyens.

— Enfin, protesta Henri, quelques jours, ce n'est pas impossible. Il peut tenir deux ou trois semaines sans travailler. Et l'assurance-maladie?

Je ne lui répondis pas. Ça n'aurait servi à rien. Entre lui et nous, il y avait tout un océan de différence. Il ne donnait pas à l'expression «manquer d'argent» le même sens que nous. C'était pour lui se priver de cinéma, au pire d'essence pour sa voiture. Chez nous, c'était vital parce qu'il n'y avait personne devant ni derrière nous. Que Lucien restât trois semaines, deux mois sans travailler, ce serait l'asphyxie. Nous n'étions plus chez la grand-mère. «On trouve toujours dix mille francs», disait Henri. Nous ne pouvions les trouver qu'au bas d'une feuille de paye.

— Pauvre Lucien. Il a passé des années à ne rien faire...

— Envoie-t-il de l'argent à sa fille? demanda brusquement Henri.

Génée, je répondis que je n'en savais rien.

— Mais, dis-je, Anna pourrait travailler. Ça le soulagerait.

Henri hocha la tête.

— Je vous dépose là?

— Oui, ça ira.

— Il ne veut pas qu'elle travaille. Pas pour l'instant, du moins. Savez-vous qu'elle est arrivée chez moi, un beau soir, c'était en mai, je crois. Lucien vivait à Paris depuis six ou huit semaines. Elle s'était souvenue de mon adresse. Comment et avec quel argent était-elle parvenue

jusqu'ici? Elle a surgi, dans un état d'exaltation qui m'a impressionné. Elle voulait que j'annonce sa mort à Lucien. Elle m'a laissé une lettre pour lui et elle est partie. Nous l'avons cherchée. Lucien était fou. D'angoisse et aussi d'une joie morbide que lui procurait l'acte d'Anna. Elle se tuait pour lui. Elle jouait avec sa vie. Grâce à un camarade, nous l'avons retrouvée dans un hôpital, car personne n'est jamais mort d'un abus d'aspirine. Elle y est quand même restée quelque temps. Elle a acquis à ses yeux une dimension supplémentaire. Ils sont très très loin de nous, vous ne pensez pas?

— Oui, dis-je en regardant la porte du foyer que la nuit rendait bleue.

Ces terres extrêmes me restaient étrangères. J'en venais à regretter la médiocrité reposante de Marie-Louise. Je craignais Anna.

— Mademoiselle Letellier, vous n'avez pas vu que tous les feux arrière sont montés de travers?

Gilles me poussa avec douceur sur le côté, et quand la voiture arriva devant nous, il observa le Magyar.

— Vous voyez?

Il se pencha vers lui.

— Non, dit-il, comme ça.

Et, se baissant, il lui montra.

— Compris? dit Gilles.

Le Magyar fit signe qu'il n'entendait pas ce mot-là. Gilles lui rendit son tournevis.

— Allez, me cria-t-il, vous seriez en retard. Je rentrais dans la voiture. Gilles me suivit. s'accroupit à l'arrière.

à suivre

# Le nucléaire en question

## Plus sûre

Si l'on avait demandé il y a quelques années à un responsable du CEA, aussi haut placé fût-il, son avis sur la sécurité des centrales, il aurait répondu sans hésiter que la filière uranium naturel - graphite-gaz était la plus sûre.

Aujourd'hui l'EDF, dont on sait que la direction a pesé pour que soient choisies les centrales nucléaires américaines, explique que la filière américaine est beaucoup plus éprouvée, et que les craintes des techniciens ne relevaient que d'une sorte de «chovinisme scientifique». Il y a pourtant une réalité sous ce que l'on a souvent présenté comme une «querelle de boutiques», entre le CEA et l'EDF.

Comme nous l'expliquons ci-contre, le principe de fonctionnement implique une température relativement basse, ce qui est un facteur de sécurité. D'autre part, la structure même du réacteur présente des gages de sécurité. Un technicien du CEA, ayant longuement travaillé sur cette filière, spécialement dans sa partie mécanique, nous expliquait que le cœur du réacteur est en fait un assemblage mécanique sur lequel il est relativement aisé d'intervenir, et que même en cas d'accident, il était possible de réparer le réacteur.

Le principal danger provient d'une éventuelle réaction entre uranium et gaz carbonique, lors d'une rupture de gaine. Tout à fait réel, un tel incident a provoqué l'arrêt de la centrale de St Laurent des Eaux pendant un an, il est d'ailleurs intéressant de noter que la cause de cet accident survenu en 1969, une erreur de manutention lors d'un chargement de combustible, ne fait pas partie du genre de causes que le Pr. Rasmussen, dont les travaux en matière de sécurité sont sensés faire autorité, a retenu pour ses évaluations. Cependant, bien que cinq éléments de combustible aient fusionné, rien ne s'est échappé du caisson, et le réacteur a pu être réparé.

## Les raisons de l'abandon

Le faible rendement thermodynamique a été avancé pour justifier le choix d'une autre filière. Cependant, cette notion de rendement n'a de sens que parce que l'on veut convertir de la chaleur en électricité. Bien d'autres utilisations sont envisageables. D'autre part, on peut se demander si, à long terme, la rentabilité de cette filière est si peu «concurrentielle»: les déchets des centrales Westinghouse ne peuvent, à l'heure actuelle, être retraités dans des conditions minimales de sécurité, et on doit les alimenter en uranium enrichi, du prix d'un gros investissement énergétique notamment.

On est dès lors en droit de se demander si la décision ne tient pas à d'autres raisons, liées à la situation politique de l'impérialisme français. Les principaux bénéficiaires pour l'instant en ont été les États-Unis, qui ont

Depuis plus de dix ans, des centrales nucléaires productrices d'électricité fonctionnent, en France : à Marcoule, à Chinon, à Saint Laurent des Eaux et à Bugey. Lors d'un récent débat télévisé, le ministre de l'Industrie se vantait d'habiter près de l'une d'entre elles et de très bien s'en porter. Outre le fait que ce ministre ne risque pas de rencontrer les problèmes qui sont ceux des travailleurs de ces installations, il oublie de dire une chose : on ne peut se servir décemment de ces centrales comme d'une référence pour le programme électronucléaire gouvernemental, puisque celui-ci est basé sur un type de centrale différent. A Chinon et à Saint Laurent, on a construit des centrales dans le prolongement de l'expérimentation faite par le CEA depuis les premières applications militaires. Le programme électronucléaire gouvernemental, lui, est fondé sur une autre filière, dont la licence est détenue par Westinghouse.

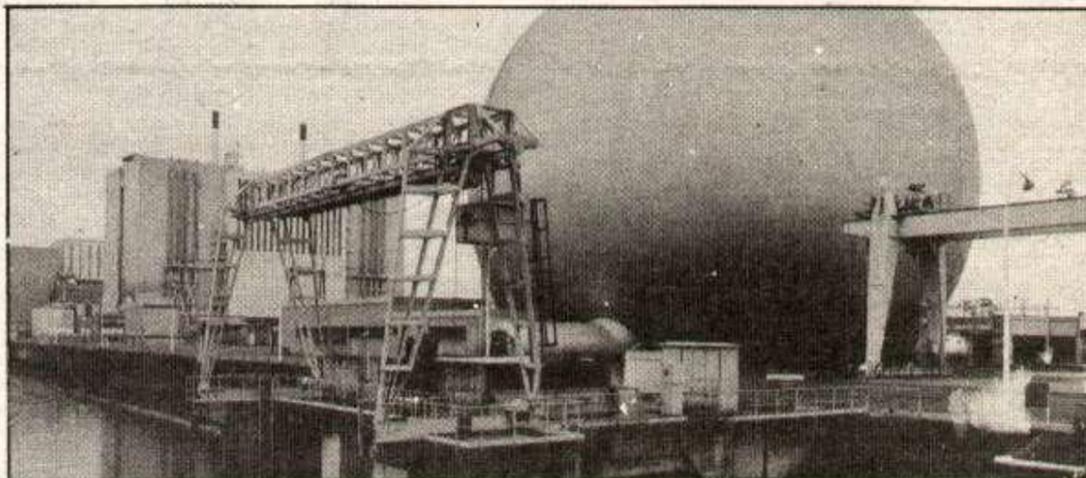
Dès lors que la question de la sécurité est projetée au premier plan, comme en témoigne l'ampleur des manifestations de cet été, il est intéressant de revenir sur cette filière, abandonnée en 1969, pour cause de «non-rentabilité».

vendu une licence et gagné un marché d'uranium enrichi, et la grosse industrie de fonderie, particulièrement Creusot-Loire puisque, à la différence de la filière graphite-gaz, la filière PWR exige une importante commande de fonderie.

D'autre part, la crédibilité de la licence américaine est certainement meilleure en vue de l'exportation que la filière américaine. Or, l'impérialisme français n'a jamais caché son intention de faire du nucléaire un fort secteur d'exportation.

## La panacée ?

Lorsque fut prise la décision d'abandonner la filière française, on pouvait lire dans l'*Humanité*, qui se faisait le plus ardent défenseur de la filière sur laquelle avait mis un temps l'impérialisme français, que le «nucléaire est arrivé à l'âge mûr». En 1975, lorsque des bruits avaient circulé sur l'achat par l'Irak d'une centrale graphite-gaz, on y lisait encore : «En effet, la technique du CEA est désormais entièrement maîtrisée. La centrale de Vendellos en Espagne donne toute satisfaction. De même que celle du Bugey ou de St Laurent des Eaux, en France.» Un an plus tard, la centrale de Vendellos était provisoirement arrêtée. En 1969, celle de St Laurent était restée arrêtée pendant un an, et en 1976, il avait fallu considéra-



Une des premières centrales nucléaires construite à Chinon. Actuellement définitivement arrêtée, l'EDF envisage d'en faire un musée

blement baisser leurs productions, en raison du faible débit de la Loire... D'autre part, l'*Humanité* n'indique pas, dans son «cocorico», de ce qu'il adviendra des déchets à radioactivité de longue période, que produisent les centrales graphite-gaz.

Les centrales graphite-gaz ne sont certes pas une «technique» entièrement maîtrisée. Car la maîtrise entièrement veut dire maîtriser tout le processus qu'elle met en action, et c'est loin d'être le cas. Néanmoins, par comparaison avec d'autres filières, c'est certainement la plus sûre. Un argument qui n'a pas pesé bien lourd, en 1969...

# LA FILIERE ABANDONNEE

ELLE ÉTAIT «PLUS SÛRE»

par Eric BREHAT

## L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

A propos des dangers provoqués dans l'environnement immédiat par les centrales graphite-gaz, le professeur Ramade écrit, dans son ouvrage «Éléments d'écologie appliquée»: «Le principal élément radioactif contenu dans le CO<sub>2</sub> est l'argon 41, dont la période est de 2 heures. Celui-ci est stocké au niveau de la centrale puis libéré après un temps suffisant pour qu'il ait perdu la majeure partie de sa radioactivité. A titre d'exemple, la centrale de Chinon a libéré en 1970 environ 8.000 curies d'effluents gazeux dans l'atmosphère, alors que les normes de la Commission internationale de protection radiobiologique autorisaient 10 millions de curies.

Les réacteurs de ce type n'émettent par ailleurs pratiquement pas d'effluents liquides et solides. La filière uranium naturel-graphite-gaz apparaît donc peu contaminante pour l'environnement, car elle ne rejette en définitive que de l'argon 41.

Ce jugement de Ramade n'inclut pas le problème des déchets et de leur retraitement, ni celui du réchauffement des eaux utilisées pour le refroidissement.

## Qu'est-ce qu'une filière ?

### ● Comment marche une centrale ?

L'énergie produite dans une centrale électronucléaire trouve sa source dans la fission de noyaux d'atomes lourds, selon un processus que nous avons explicité dans l'édition du 4 septembre. Le premier problème consiste à entretenir la réaction nucléaire. Celle-ci s'auto-entretient, car chaque fission libère plusieurs neutrons, très énergétiques. Mais la probabilité pour qu'un neutron produise une fission est d'autant plus faible qu'il est rapide, donc énergétique. Aussi doit-on soit ralentir les neutrons, soit leur offrir une grande concentration en noyaux fissiles. Dans le premier cas, on utilise un «modérateur», et un uranium naturel ou

faiblement enrichi en isotope fissile. Dans le second cas, il s'agit des réacteurs à «neutrons rapides».

Le second problème consiste à évacuer la chaleur du cœur du réacteur, de façon à transformer de l'eau en vapeur d'eau, et ainsi d'alimenter des turbines couplées à des alternateurs générateurs d'électricité.

Les éléments qui distinguent les différentes «filières» sont donc les suivants :

- «combustible»; c'est-à-dire matériau susceptible de produire des fissions nucléaires,
- modérateur ou ralentisseur de neutrons,
- fluide caloporteur.

### ● La filière uranium naturel graphite-gaz

Historiquement, elle est la première à avoir été développée, car elle est «bonne productrice» de plutonium 239, utilisable dans les bombes à fission.

Le combustible est l'uranium naturel, le modérateur est le graphite, le caloporteur est le gaz carbonique (CO<sub>2</sub>).

L'utilisation d'uranium naturel, où la proportion de noyaux fissiles (U 235) est très faible (0,7%) oblige à ralentir un maximum de neutrons; à utiliser par conséquent une masse considérable de graphite. Par exemple, à Saint-Laurent 2, centrale productrice de 530 MWe, on trouve 1600 T de graphite, pour 440 T d'uranium. A puissance

égale, la dimension d'une centrale graphite-gaz est donc plus importante qu'une autre.

L'utilisation d'uranium naturel impose aussi que celui-ci soit sous forme métallique. Sous cette forme, l'uranium ne doit pas dépasser 640° C, sous peine de voir ses propriétés mécaniques se dégrader. Or, la température maximale atteinte se répercute sur le rendement de l'ensemble de l'installation, puisque le rendement théorique, rapport entre l'énergie thermique produite dans le cœur et l'énergie électrique fournie, augmente avec la température. En pratique, la filière graphite-gaz a un rendement de 31%; alors que certaines filières atteignent 40%.

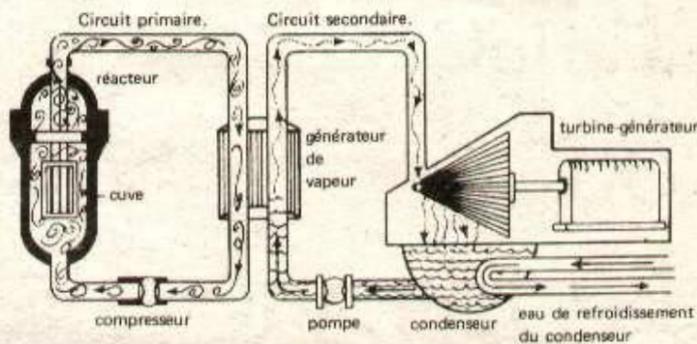


Schéma de principe d'une centrale uranium naturel graphite-gaz

### ● Avantages et inconvénients

De par son principe même, cette filière a un rendement faible, et nécessite des installations de grande importance.

L'utilisation du gaz carbonique pour évacuer la chaleur présente un inconvénient en cas de rupture d'une gaine de combustible uranium. Celui-ci, parce qu'il est sous forme métallique, s'oxyde très rapidement et peut provoquer un échauffement dangereux. Il faut donc des moyens importants de détection d'éventuelles ruptures de gaine, qui pourraient provoquer d'importants dommages.

Par contre, la faible température du cœur présente des avanta-

ges pour la sécurité, car elle permet l'utilisation de matériaux simples, comme le graphite. D'autre part, la grande dispersion de l'uranium dans le cœur, et le renouvellement fréquent du combustible font que le combustible usagé est bien moins irradié que dans d'autres filières, et peut donc être retraité avec moins de risques, ce que confirment les ouvriers et les techniciens de La Hague.

Sous la forme la plus élaborée, le réacteur, tout en conservant sa structure d'assemblage mécanique, intègre les échangeurs de chaleur entre CO<sub>2</sub> et eau. Ne se trouve à l'extérieur du caisson de protection que la partie conventionnelle de la centrale.